

Direction générale adjointe des statistiques, évaluations transversales et système d'information

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (VALANT CCTP ET CCAP)**

### **PRESTATION PORTANT SUR UNE ETUDE SUR LES DISPOSITIFS D'AIDE À LA MOBILITÉ AU TITRE DE LA PEEC**

---

Marché de prestations intellectuelles n° 2025-001

Acheteur public :

**Agence Nationale de Contrôle du Logement Social – ANCOLS**

La Grande Arche - Paroi Sud

92055 Paris La Défense

N° SIRET 130 020 464 00090

Ce marché se réfère au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié le 1<sup>er</sup> avril 2021.

24 février 2025

**Précision :**

L'agence nationale de contrôle du logement social est désignée dans le présent cahier des clauses particulières sous l'appellation « l'acheteur public », « l'ANCOLS » ou « l'Agence ».

L'attributaire du marché est désigné dans le présent cahier des clauses particulières sous l'appellation « le titulaire »

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 : ELEMENTS DE CONTEXTE.....	5
2.1 Les missions de l'ANCOLS .....	5
2.2 L'organisation de l'ANCOLS.....	7
ARTICLE 3 : IDENTIFICATION DES BESOINS ET PRESTATIONS .....	8
3.1 Identification des besoins de l'acheteur public.....	8
3.2 Description des prestations attendues .....	12
3.3 Caractéristiques de l'intervention.....	14
3.4 Livrables.....	15
3.5 Lieu d'exécution des prestations .....	16
3.6 Délais .....	16
ARTICLE 4 : CADRE METHODOLOGIQUE.....	17
4.1 Organisation de l'étude .....	17
4.2 Revue bibliographique et méthodologique .....	17
4.3 Entretiens qualitatifs .....	18
4.4 Exploration des données ALS et complémentaires .....	18
4.5. Rédaction, implémentation et administration des questionnaires.....	19
4.5-1 : Rédaction, implémentation et test (phase pilote) des questionnaires .....	19
4.5-2 Administration des questionnaires.....	20
4.6 Analyse statistique des données recueillies et rédaction d'un rapport de synthèse.....	20
<b>PARTIE 2 : CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES .....</b>	<b>21</b>
ARTICLE 5 : CONDITIONS ESSENTIELLES DU MARCHÉ .....	21
5.1 Type de marché .....	21
5.2 Forme du marché.....	21
5.3 Durée du marché .....	21
ARTICLE 6 : PRIX DU MARCHÉ .....	21
6.1 Forme des prix .....	21
6.2 Contenu des prix.....	21
ARTICLE 7 : MONTANT DU MARCHÉ.....	22
ARTICLE 8 : DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES POUR RETARD .....	22
8.1 Délais d'exécution.....	22
8.2 Délais de réalisation des livrables.....	22
8.3 Pénalités pour retard.....	22
ARTICLE 9 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	23
ARTICLE 10 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DU MARCHÉ.....	24
ARTICLE 11 : INSERTION SOCIALE .....	25
ARTICLE 12 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	25
ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE ET GROUPEMENTS MOMENTANES D'ENTREPRISE .....	25
13.1 Modalités de sous-traitance .....	25
13.2 Modalités des groupements momentanés d'entreprise .....	26
ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DES PARTIES.....	27

14.1 Obligations de l'acheteur public.....	27
14.2 Obligations du titulaire.....	27
<b>ARTICLE 15 : PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE.....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 17 : RESPECT DE LA CHARTE INFORMATIQUE.....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 18 : OPERATIONS DE VERIFICATION .....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 19 : ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET .....</b>	<b>30</b>
19.1 L'admission .....	30
19.2 L'ajournement .....	30
19.3 Réfaction.....	31
19.4 Rejet.....	31
<b>ARTICLE 20 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT .....</b>	<b>31</b>
20.1 Avance .....	32
20.2 Acomptes.....	32
20.3 Régime des paiements.....	33
<b>ARTICLE 21 : RENSEIGNEMENTS BUDGETAIRES ET COMPTABLES .....</b>	<b>34</b>
<b>ARTICLE 22 : RESPONSABILITES – ASSURANCES .....</b>	<b>34</b>
22.1 Responsabilités.....	35
22.2 Assurances.....	35
<b>ARTICLE 23 : FORCE MAJEURE.....</b>	<b>35</b>
<b>ARTICLE 24 : SUSPENSION EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES .....</b>	<b>36</b>
24.1.....	36
24.2.....	36
<b>ARTICLE 25 : RESILIATION .....</b>	<b>36</b>
25.1 Résiliation sans faute.....	36
25.2 Résiliation pour faute .....	37
<b>ARTICLE 26 : INTUITU PERSONAE .....</b>	<b>37</b>
<b>ARTICLE 27 : CHANGEMENT DE RAISON SOCIALE OU DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE .....</b>	<b>37</b>
<b>ARTICLE 28 : CESSIION DE CREANCES .....</b>	<b>37</b>
<b>ARTICLE 29 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....</b>	<b>38</b>
29.1 Définitions - Portée – Caractéristiques du Traitement .....	38
29.1.1 Définitions .....	38
29.1.2 Portée .....	38
29.1.3 Caractéristiques du Traitement .....	39
29.2 Respect des finalités .....	39
29.3 Obligation des parties.....	39
29.3.1 Respect du RGPD .....	39
29.3.2 Confidentialité .....	40
29.3.3 Obligations en matière d'intégrité et de sécurité.....	40
29.3.4 Obligations en matière d'aide et assistance.....	41
29.3.5 Sous-traitance.....	42
29.3.6 Transfert des Données Personnelles en dehors de l'Union européenne instruction .....	42
29.3.7 Obligations de notification .....	43
29.3.8 Sort des Données Personnelles .....	44

<b>ARTICLE 30 : REGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>44</b>
<b>ARTICLE 31 : DEROGATIONS AU CCAG/PI.....</b>	<b>46</b>

## PARTIE 1 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

### ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude sur les dispositifs d'emploi PEEC d'aide à la mobilité des personnes physiques distribués par Action Logement.

Cette étude s'inscrit dans le programme annuel d'études de l'Agence, approuvé par la délibération n°2024-21 du conseil d'administration en date du 27 novembre 2024.

### ARTICLE 2 : ELEMENTS DE CONTEXTE

#### 2.1 Les missions de l'ANCOLS

L'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) est un établissement public de l'Etat à caractère administratif (article L.342-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation (CCH)). Elle est chargée d'une mission de contrôle et d'évaluation relative au logement social et à la participation des employeurs à l'effort de construction.

L'article L.342-2 du code de la construction et de l'habitation précise les missions de l'ANCOLS, à savoir :

1 - Contrôler de manière individuelle et thématique :

L'ANCOLS a une mission de contrôle (qui se décline selon une approche globale, ciblée ou thématique selon le cas) des organismes d'HLM et de toute entité ou personne construisant et gérant des logements sociaux ainsi que des organismes agréés aux fins de collecter ou bénéficiant de la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC).

Cette mission inclut la vérification :

- ✓ du respect des dispositions législatives et réglementaires applicables aux organismes contrôlés ;
- ✓ de l'emploi conforme à leur objet des subventions, prêts ou avantages consentis par l'Etat ou par ses établissements publics et par les collectivités territoriales ou leurs établissements publics ;
- ✓ du respect, par les organismes HLM, de la décision du 20 décembre 2011 de la Commission européenne, relative au contrôle des aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées pour la gestion de services d'intérêt économique général ;
- ✓ de l'application des conventions ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement.

Elle recouvre également l'évaluation :

- ✓ de la gouvernance, de l'organisation territoriale et du fonctionnement général des organismes contrôlés ;
- ✓ des procédures de contrôle interne et d'audit interne mises en place par ces organismes ;
- ✓ de l'efficacité de leur gestion ;
- ✓ de l'efficacité avec laquelle ils s'acquittent de leur mission d'intérêt général.

**2 - Gérer toutes les suites de ses contrôles.** L'ANCOLS a également pour missions de gérer toutes les suites de ses contrôles, pour assurer une traduction effective des mesures correctives demandées à l'organisme contrôlé avec la possibilité de faire des mises en demeure, de prononcer des astreintes et de proposer des sanctions au ministre chargé du logement.

**3 - Evaluer par des études transversales ou ciblées :**

- ✓ La contribution de la participation des employeurs à l'effort de construction aux différentes catégories d'emplois de la PEEC, dans le respect de la mise en œuvre de la convention quinquennale prévue par la loi ;
- ✓ L'efficacité avec laquelle les organismes HLM et les SEM de logements sociaux s'acquittent de la mission d'intérêt général qui leur est confiée ;
- ✓ Pour tous les organismes cités (HLM, SEM et sphère Action Logement), la gouvernance, l'efficacité de la gestion, l'organisation territoriale et l'ensemble de l'activité consacrée à la mission de construction et de gestion du logement social ;
- ✓ Pour les personnes morales et physiques exerçant une activité de construction ou de gestion d'un ou plusieurs logements locatifs sociaux, la capacité technique et financière à assurer l'entretien de leur patrimoine locatif et, le cas échéant, le montage d'opérations nouvelles et leur capacité de gestion locative lorsqu'elles gèrent elles-mêmes les logements.

**4 - Assurer la production annuelle de données statistiques et financières relatives à la PEEC à partir des éléments notamment transmis par Action Logement.**

En outre, le décret n° 2014-1596 du 23 décembre 2014 fixant les règles d'organisation, de fonctionnement et les modalités des contrôles de l'ANCOLS précise les principales règles de fonctionnement quotidien de l'acheteur public.

**Les organismes contrôlés et évalués sont :**

- Les organismes HLM : offices publics de l'habitat (OPH), sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré (SA HLM) couramment appelées entreprises sociales pour l'habitat (ESH), sociétés coopératives d'HLM ;
- Les fondations d'habitation à loyer modéré ;
- Les sociétés de coordination mentionnées à l'article L.423-1-2 du CCH ;
- Les sociétés de vente d'habitation à loyer modéré mentionnées à l'article L.422-4 du CCH ;
- Les sociétés d'économie mixte (SEM) de logement social ;

- Les organismes bénéficiant de l'agrément pour la maîtrise d'ouvrage d'insertion, toute personne construisant ou gérant des logements sociaux autres que des logements conventionnés ANAH ;
- Action Logement Groupe, Action Logement Services et Action Logement immobilier ;
- L'APAGL ;
- L'AFL ;
- Les organismes bénéficiant directement ou indirectement de concours financiers de la PEEC (à l'exception de l'ANRU, de l'ANIL et des ADIL) ;
- Les GIE et autres structures de coopération comprenant au moins un organisme contrôlé par l'ANCOLS.

## **2.2 L'organisation de l'ANCOLS**

L'ANCOLS a de l'ordre d'une centaine de collaborateurs. Le siège social de l'ANCOLS est situé à La Défense. Il regroupe :

- La Direction générale ;
- La Direction générale adjointe chargée du contrôle et des suites (DGA CS)
- La Direction générale adjointe chargée des statistiques, évaluations transversales et système d'information (DGA SETSI) ;
- Le Secrétariat général ;
- L'Agence comptable ;
- La Direction des affaires juridiques (DAJ).

Plus particulièrement, la DGA SETSI se compose de :

- La Direction des Systèmes d'information organisée en deux départements: le département d'intégration et analyse des données (DIAD) et le département bureautique et des systèmes d'informations (DBSI).
- La Direction des Statistiques et des Études financières organisée en deux départements: le département des statistiques et des études financières individuelles et le département des statistiques et études financières sectorielles ;
- La Direction des Statistiques et des Études transversales organisée en deux départements: le département des études et maîtrise d'ouvrage statistiques et le département des études et enquêtes sectorielles.

Le département des statistiques et des études financières individuelles a la charge de ce marché.

## ARTICLE 3 : IDENTIFICATION DES BESOINS ET PRESTATIONS

### 3.1 Identification des besoins de l'acheteur public

Le lien entre l'emploi et la mobilité est régulièrement constaté dans différentes études publiées ces dernières années. Laurent Gobillon en faisait déjà état en 2001 tout en précisant que les raisons professionnelles ne pouvaient influencer la décision de migrer que dans le cas des distances les plus longues.<sup>1</sup>

L'inspection générale des finances quant à elle, précisait dans un rapport en 2016 que la mobilité géographique pouvait être la condition nécessaire de la réalisation d'une mobilité professionnelle, que cette dernière inclut ou non un changement de métier ou d'employeur. Elle considérait à ce titre, qu'Action Logement constituait « [...] *un acteur naturel du dispositif de facilitation et d'encouragement à la mobilité* »<sup>2</sup>.

L'accompagnement à la mobilité des salariés constitue effectivement l'une des priorités des partenaires sociaux du groupe Action Logement. Les difficultés d'obtenir un logement pouvant constituer un frein à l'emploi, le groupe distribue des aides sous formes d'avances, de prêts, de subventions ou de garantie en vue d'accompagner la mobilité professionnelle et sécuriser le parcours résidentiel des salariés et faciliter l'accès à l'emploi.

Que ce soit dans la convention quinquennale en cours ou dans la précédente, ces dispositifs d'aide à la mobilité sont des marqueurs importants de la politique d'accompagnement des salariés.

La stratégie d'aide à la mobilité résidentielle proposée par Action Logement repose sur plusieurs dispositifs :

- L'aide **Mobili-jeune** qui est une subvention visant à prendre en charge une partie du loyer des jeunes de moins de 30 ans et en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation dans une entreprise du secteur privé non agricole.
- Le **Mobili-Pass** qui était une aide financière accordée par Action Logement qui permettait de faciliter la mobilité professionnelle en prenant en charge certains frais liés à l'accès au logement locatif. L'aide pouvait prendre la forme d'un prêt à taux réduit, soit d'une subvention pour couvrir les frais d'agence ou autres dépenses liées à un changement de logement (recherche de logement, accompagnement administratif, assistance à l'installation). Ce dispositif qui a pris fin au 30 juin 2023, était destiné aux salariées des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus, qui étaient dans des situations d'embauche, de mutation professionnelle ou de formation dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi.
- L'avance **Loca-pass** quant à elle, permet grâce à un prêt avec un taux de 0 %, de financer totalement ou partiellement un dépôt de garantie.
- La prime **Mon Job Mon Logement** qui était une subvention de 1 000 euros versée aux salariés souhaitant changer de logement pour se rapprocher de leur lieu de travail ou de leur lieu de formation ainsi qu'aux personnes en situation de retour ou d'accès à l'emploi. Ce dispositif déployé dans le cadre du Plan d'investissement Volontaire de 2021, n'a pas été reconduit dans la convention quinquennale 2023-2027.

<sup>1</sup> Gobillon L. (2001), « Emploi, logement et mobilité résidentielle », Économie et statistiques n° 349-350, 2001-9/10, p. 77

<sup>2</sup> Rapport IGF d'évaluation de politique publique de janvier 2016 : « La mobilité géographique des travailleurs ».



- La **garantie VISALE** vient compléter cet arsenal d'aides à la mobilité en proposant une caution à travers laquelle, Action Logement se porte garant auprès du bailleur, pour couvrir les loyers en cas d'impayés ou de dégradations du logement.

Ces aides constituent des emplois de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction (PEEC). Instituée en 1953<sup>3</sup>, elle impose aux entreprises un financement spécifique pour le logement de leurs salariés. Au fil des années, le dispositif s'est élargi avec divers dispositifs légaux et volontaires destinés au financement d'actions dans le domaine du logement, principalement pour les salariés. Les entreprises ont le choix entre investir directement dans la construction ou la rénovation de logements pour leurs employés ou verser une contribution à un organisme collecteur agréé. Historiquement nombreux, il ne reste aujourd'hui que deux organismes chargés de collecter la PEEC : Action Logement Services (ALS) et la SICF (collecteur de la seule SNCF). Des conventions sont signées tous les 5 ans entre l'État et chacun des collecteurs pour fixer les objectifs de financement pour soutenir le secteur. La convention actuellement en vigueur entre l'Etat et le groupe Action Logement mise en œuvre par Action Logement Services (ALS)<sup>4</sup>, couvre la période 2023-2027. L'entité filiale du groupe, est chargée de la mise en œuvre du déploiement des objectifs de la convention quinquennale.

**Le périmètre de l'étude est circonscrit aux dispositifs Mobili-Pass et Mobili-Jeune** relevant des emplois PEEC distribués par ALS. Les dispositifs relevant du fonds de la PEAEC<sup>5</sup> ne seront pas étudiés.

Selon les données compilées par l'ANCOLS, plus d'un million d'aides à la mobilité ont été attribuées, au cours de la période 2018-2023, dont 83 % lors de la précédente convention quinquennale 2018-2022<sup>6</sup>, pour un montant total de 1 milliard d'euros.

---

<sup>3</sup> La participation des employeurs à l'effort de construction est, plus précisément, instaurée par le décret du 9 août 1953 pris en application de la loi n°53-611 du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier.

<sup>4</sup> Action Logement Services (ALS) est une société par actions simplifiée ayant pour associée unique l'association Action Logement Groupe (ALG). ALG constitue la tête du groupe Action Logement. Elle conclut notamment les conventions quinquennales avec l'État et assure le pilotage stratégique de ses différentes entités, dont ALS.

<sup>5</sup> Participation des Employeurs Agricoles à l'Effort de Construction. Par la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006, les entreprises qui emploient au minimum cinquante salariés relevant du régime social agricole doivent consacrer à la PEAEC des sommes représentant au moins 0,45% des rémunérations versées à leurs employés en contrat à durée indéterminée.

<sup>6</sup> Les données sont issues des suivis d'exécution de la convention quinquennale transmis par AL au titre des exercices 2022 et 2023. Elles n'intègrent pas les dispositifs de sécurisation locative tels que VISALE et LOCA-PASS.

**Tableau 1 : Montant des engagements réalisés pour les dispositifs de mobilités distribués par ALS de 2018 à 2023**

*Données en millions d'euros*

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022	2018/2022	2023	2018/2023	2018/2023
Aides convention quinquennale - fonds PEEC	119	127	167	163	245	821	212	1 033	82,9%
Mobili-Pass	36	44	39	59	68	246	40	286	23,0%
Mobili-jeunes	83	83	128	104	177	575	172	747	60,0%
Aides PIV fbus fonds		8	41	97	67	213		213	17,1%
Prime Mon job Mon logement		8	41	97	67	213		213	17,1%
Montant d'aides mobilité versé	119	135	208	260	312	1 034	212	1 246	100,0%
Concours Personnes physiques CQ	655	561	659	1 121	1 091	4 087	1 007	5 094	74,2%
Concours Personnes physiques PIV		8	531	1 238	42	1 819	48	1 771	25,8%
Montant des concours Personnes physiques (CQ + PIV)	655	569	1 190	2 359	1 133	5 906	959	6 865	100,0%
Aides mobilité / Concours personnes physiques (en %)	18,2%	23,7%	17,5%	11,0%	27,5%	17,5%	22,1%	18,1%	

Source : Données AL - reportings suivi d'exécution de la convention Quinquennale à fin 2022 et à 2023

**Tableau 2 : Dénombrement des engagements réalisés pour les dispositifs de mobilités distribués par ALS de 2018 à 2023**

*Données en nombre d'aides*

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022	2018/2022	2023	2018/2023	%
Aides convention quinquennale - fonds PEEC	88 655	94 166	136 127	123 108	191 771	633 827	173 546	807 373	79,1%
Mobili-Pass	17 193	20 720	18 276	27 556	31 506	115 251	18 540	133 791	13,1%
Mobili-jeunes	71 462	73 446	117 851	95 552	160 265	518 576	155 006	673 582	66,0%
Aides PIV fbus fonds	0	8 400	40 849	97 008	67 029	213 286	27	213 313	20,9%
Prime Mon job Mon logement		8 400	40 849	97 008	67 029	213 286	27	213 313	20,9%
Nombre d'aides mobilité versées	88 655	102 566	176 976	220 116	258 800	847 113	173 573	1 020 686	100,0%

Source : Données AL - reportings suivi d'exécution de la convention Quinquennale à fin 2022 et à 2023

**L'acheteur public souhaite conduire une étude portant uniquement sur les aides Mobili-Pass et Mobili-Jeunes accordées entre 2018 et 2023 par Action Logement.**

L'étude doit, tout d'abord, permettre de dresser un état des lieux de ces aides, ainsi que de réaliser une évaluation de l'impact de ces dispositifs.

Plus précisément, l'état des lieux des aides accordées entre 2018 et 2023 par Action Logement portera notamment sur :

- Les caractéristiques socio-économiques des bénéficiaires de ces aides, notamment : la profession et la catégorie socio-professionnelle, la situation professionnelle au moment de la mobilité (en situation d'accès à l'emploi, de mobilité professionnelle ou de formation dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi...), l'âge, la situation familiale, la taille du ménage, les revenus du ménage, la situation antérieure du bénéficiaire sur le marché du logement (propriétaire, locataire ou autre), le recours à d'autres aides et leurs montants, etc.
- Les caractéristiques des charges financées : dépenses liées à la double charge de logement, dépenses connexes au changement de logement (sur le site de départ et le site d'arrivée), frais d'accompagnement à la recherche d'un logement.
- Les caractéristiques de l'aide : prêt ou subvention, montant, durée du prêt, taux...

Les caractéristiques citées ci-avant constituent la base minimale de l'état des lieux attendu. Le titulaire pourra s'appuyer sur toute autre donnée qu'il jugera pertinente pour cette étude. Les données de l'enquête sur l'emploi, le chômage et l'inactivité de l'INSEE ainsi que les enquêtes sur l'emploi de la DARES et de l'enquête Génération du CEREQ<sup>7</sup> pourraient être exploitées pour étayer les analyses. Les résultats de cet état des lieux seront, en outre, mis en perspective avec les données de France Travail par exemple, qui proposent également des aides à la mobilité résidentielle et tous autres dispositifs et aides à la mobilité proposés par les collectivités locales. Il s'agira, en définitive, de contextualiser les aides à la mobilité d'Action Logement dans l'écosystème des différents dispositifs d'aide à la mobilité résidentielle.

Par ailleurs, l'évaluation de l'impact des dispositifs de mobilité devra s'effectuer au regard des objectifs définis dans la convention quinquennale 2018-2022 signée le 18 janvier 2018, complétée par deux avenants, le plan d'investissement volontaire (PIV) du 25 avril 2019 ainsi que le plan de reprise (ou « avenant relance ») du 15 février 2021, et dans la convention quinquennale 2023-2027 signée le 16 juin 2023, à savoir :

- Accompagner la mobilité professionnelle et faciliter leur installation sur leur nouveau lieu d'activité ;
- Faciliter le rapprochement du domicile des salariés de leur lieu de travail, en accordant une aide financière incitative ;
- Faciliter l'accès à l'emploi et le recrutement, en aidant les candidats à accepter des offres d'emplois nécessitant un déménagement ;
- Accompagner les jeunes actifs, en particulier les apprentis et les jeunes alternants.

L'évaluation de l'impact des dispositifs de mobilité consistera non seulement à évaluer le coût de ces dispositifs, mais également à apprécier dans quelle mesure ils parviennent à réaliser les objectifs cités ci-dessus. Pour cela, la partie de l'étude consacrée à l'évaluation des dispositifs de mobilité s'attachera à répondre aux questions suivantes :

- À combien peut-on estimer l'ensemble des coûts supportés par Action Logement dans la mise en œuvre de ces aides ?
- Les aides à la mobilité sont-elles déterminantes dans la mobilité professionnelle des salariés et génèrent-elles d'importants effets d'aubaine<sup>8</sup> ? En d'autres termes, dans quelle mesure ces aides ont-elles un effet déclencheur ?

---

<sup>7</sup> Le Céreq a mis en place un dispositif d'enquêtes qui permet d'étudier l'accès à l'emploi des jeunes à l'issue de leur formation initiale.

<sup>8</sup> Plusieurs études mettent en évidence l'existence d'effets d'aubaine importants pour les prêts aidés. C'est le cas notamment du PTZ (cf. Gobillon L. et Le Bras D. (2005), « Quelques effets économiques du prêt à taux zéro », *Economie et Statistique*, 381-382, p. 63-89 ; Gobillon L. et Le Bras D. (2008), « Economic effects of upfront subsidies to ownership : The case of the Prêt à Taux Zéro in France », *Journal of Housing Economics*, 17(1), p. 1- 33 ; ou encore Deniau F.-X., Krieff D., Maréchal-Dereu C., Apers E., Bégassat L., Guillou A. et Daou S. (2019), *Évaluation du prêt à taux zéro (PTZ)*, rapport de l'Inspection Générale des Finances et du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

- Ces aides facilitent-elles réellement le rapprochement du domicile des salariés de leur lieu de travail ?
- Le montant des aides est-il suffisant au regard des charges auxquelles font face les différentes catégories de bénéficiaires lors de leur mobilité ?
- Est-il possible d'estimer le non-recours<sup>9</sup> à l'aide Mobili-jeune et, le cas échéant, de l'expliquer ? Le non-recours à l'aide Mobili-pass ne sera pas évalué.

L'Agence attend donc de cette étude un éclairage précis et détaillé des différentes questions citées ci-avant.

### 3.2 Description des prestations attendues

Le présent marché correspond à une prestation intellectuelle unique portant sur la réalisation d'une étude et la rédaction d'un rapport final synthétisant les principaux résultats et enseignements de l'étude. L'étude sera découpée en deux parties, une première qualitative et une seconde quantitative.

La **partie qualitative** doit permettre d'identifier les principaux points sur lesquels l'étude devra se pencher. Elle comprendra deux étapes :

- Une revue bibliographique et méthodologique : cette revue, effectuée entièrement par le titulaire du présent marché, vise à établir un état des lieux des publications existantes en matière d'évaluation de dispositifs d'aides à la mobilité (articles, rapports, notes, etc.), détaillant tant les méthodologies employées que les résultats obtenus. Cette étape permettra notamment d'identifier les données, ainsi que les méthodes, les plus pertinentes pour l'étude à réaliser ;
- Une série d'entretiens et d'échanges, menés en lien avec l'Agence, auprès d'institutionnels et de personnalités qualifiées d'institutions intervenant dans l'écosystème des aides à la mobilité résidentielle : Action Logement Services, Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP), France Travail, etc. Ces entretiens donneront lieu à la rédaction d'une note synthétisant les principaux enseignements et identifiant les principaux points sur lesquels l'étude devra s'orienter.

A la suite de cela, la **partie quantitative** visera notamment à mesurer un certain nombre d'indicateurs et à évaluer les dispositifs mobilité d'Action Logement. Elle comprendra neuf étapes :

- Une collecte de données auprès d'ALS concernant les dispositifs Mobili-Pass et Mobili-Jeune. L'Agence se rapprochera d'ALS, en vertu de l'article L. 342-5 du Code de la construction et de l'habitat, afin d'obtenir ces données. Le titulaire du présent marché identifiera, parmi l'ensemble

---

<sup>9</sup> On entend par "non-recours" toute personne physique ayant eu une mobilité résidentielle, et satisfaisant les conditions des aides à la mobilité distribuées par ALS, mais n'en ayant pas bénéficié, quelle qu'en soit la raison.

des données finalement disponibles, les variables les plus pertinentes pour la conduite de cette étude ;

- Une collecte de données auprès d'autres institutions. Le titulaire du présent marché identifiera les éventuelles bases de données complémentaires utiles (France Travail, INSEE et DARES par exemple) pour une mise en perspective des données Action Logement, ainsi que pour estimer le non-recours. Une fois les bases de données complémentaires identifiées par le titulaire du présent marché, l'Agence prendra attache avec ces institutions pour y accéder ;
- L'écriture d'un questionnaire adressé aux personnes ayant eu recours aux dispositifs de mobilité permettant d'étoffer les données obtenues auprès d'ALS. Cette étape sera assurée par le titulaire, en collaboration avec l'Agence ;
- L'écriture d'un questionnaire adressé aux personnes n'ayant pas eu recours au dispositif Mobili-Jeune afin de comprendre les raisons de ce non-recours. Cette étape sera assurée par le titulaire, en collaboration avec l'Agence. Le non-recours ne sera pas évalué pour le dispositif Mobili-pass ;
- La saisie des deux questionnaires dans la plateforme sécurisée utilisée par l'Agence (LimeSurvey) ;
- L'administration des deux questionnaires auprès des bénéficiaires concernés. Pour chaque questionnaire, cette étape sera découpée en deux moments :
  - Une phase pilote auprès de 30-50 personnes visant à tester le questionnaire ;
  - Une phase opérationnelle avec l'administration du questionnaire au groupe cible.

Il est demandé au prestataire de présenter la méthode d'échantillonnage envisagée et d'intégrer dans sa proposition financière une tranche ferme de 3 000 répondants au total (pour les deux questionnaires) ;

- L'analyse des données issues des bases de données mobilisées et des questionnaires y compris les apurements et corrections en amont de la phase d'analyse à proprement parler. Menée par le titulaire du présent marché, cette analyse permettra, tout d'abord, d'établir un état des lieux des dispositifs de mobilités fournissant notamment des statistiques sur les caractéristiques des bénéficiaires de ces aides. Cette analyse quantitative permettra, ensuite, d'évaluer le coût de chaque dispositif, l'effet déclencheur sur la mobilité, le rapprochement du domicile des salariés de leur lieu de travail et le caractère suffisant ou non du montant des aides accordées. En outre, le prestataire évaluera le taux de non-recours pour le seul dispositif Mobili-jeune ;
- La rédaction d'un rapport final reprenant les différents résultats et enseignements de l'étude ;
- La rédaction d'un rapport synthétique avec les principales données chiffrées, les principaux enseignements/constats de l'études et les préconisations éventuelles.

L'Agence se réserve le droit d'intégrer certains éléments à partir des analyses des bases de données qu'elle dispose, en complément des analyses que réalisera le prestataire. Ce travail d'intégration sera fait en collaboration entre l'Agence et le prestataire.

Le **titulaire retenu** sera donc tenu de réaliser :

- La revue bibliographique et méthodologique au démarrage de la mission afin de lui permettre de préparer les différents travaux. Les données les plus pertinentes et les méthodologies applicables au sujet devront être passées en revue à des fins de cadrage de la mission ;

- La prise de contact, la rédaction de guides semi-directifs adaptés à chaque type d'interlocuteurs et les entretiens qualitatifs auprès de personnalités qualifiées ;
- L'identification parmi les données d'ALS et parmi les autres bases de données existantes, des données les plus pertinentes pour la conduite de la présente étude et la mise en perspective des résultats obtenus ;
- L'information des personnes concernées due au titre du RGPD et délivrée à l'occasion des entretiens ;
- Le recueil du consentement des personnes non visées au II de l'article L.342-2 CCH et la conservation de sa preuve ;
- La rédaction et l'implémentation des deux questionnaires en ligne sur la plateforme dématérialisée de l'Agence, dédiée aux enquêtes, et qui sera adressé aux personnes (comprenant une phase pilote) ;
- L'administration des deux questionnaires se fera par mailing. Le prestataire pourra le cas échéant, compléter son échantillon par une administration téléphonique des questionnaires afin d'obtenir un panel représentatif de répondants ;
- L'analyse de l'ensemble des données recueillies, que ce soit via Action Logement, d'autres organismes (France travail...) et par la voie des questionnaires ;
- La rédaction du rapport final présentant les enseignements et conclusions de la phase qualitative et les analyses statistiques des données recueillies.
- Une synthèse des principales données chiffrées, des principaux enseignements/constats et des éventuelles préconisations qui en découleront devront être formulées dans un document séparé remis en amont du rapport final pour permettre son insertion dans le rapport annuel statistique et financier (RASf). Pour rappel, l'Agence se réserve le droit d'intégrer certains éléments à partir des analyses des bases de données dont elle dispose, en complément des analyses que réalisera le prestataire.

L'Agence prendra quant à elle à sa charge les tâches suivantes :

- Le recueil de données auprès d'ALS, y compris les données de contact pour le terrain ;
- La prise de contact éventuelle avec d'autres institutions dans le but d'obtenir des données complémentaires ;
- L'envoi des courriers aux personnes sollicitées pour répondre aux questionnaires pour leur faire part du lancement de l'enquête comprenant l'information préalable des personnes concernées due au titre du RGPD.

### **3.3 Caractéristiques de l'intervention**

Les délais, livrables et autres précisions sur le marché sont détaillés dans les autres parties du présent article 3.

### 3.4 Livrables

Les différents livrables détaillés dans les précédentes parties sont rappelés et listés ici (format attendu entre parenthèses) :

- Une synthèse de la revue de littérature permettant d'identifier les données et les méthodes d'évaluation les plus pertinentes (*Word*) ;
- La liste et le suivi des entretiens avec les institutionnels et personnalités qualifiées contactés dans la phase de démarrage de l'étude (*Excel*) ;
- Le guide définitif des entretiens semi-directifs prévus avec les différents acteurs susmentionnés (*Word*) ;
- Les comptes-rendus des différents entretiens ayant eu lieu pendant la phase qualitative (*Word*) ;
- Une sélection des variables et données d'ALS utiles pour la réalisation de l'étude (*Excel*), accompagnée d'une note critique sur la pertinence des données ALS pour la réalisation de l'étude (*Word*) ;
- (Le cas échéant) une description approfondie des autres bases de données utilisées (*Word*), accompagnée d'une note critique (*Word*) ;
- Les questionnaires à l'attention des personnes de la phase test et ceux définitifs (*Word*),
- Une synthèse des phases pilotes identifiant les éléments à corriger, supprimer ou améliorer (*PowerPoint*) ;
- L'implémentation des deux questionnaires sur la plateforme de l'Agence (*LimeSurvey*) ;
- La liste des tests qui seront effectués sur la base de données brute des questionnaires ainsi que la pondération des unités répondantes, et sur les autres bases de données utilisées (*Word ou Excel*) ;
- La (les) base(s) de données après traitement(s) (*Excel ou .csv ou .txt*) ;
- Les lignes de code ou formules utilisées lors de l'analyse des données (*Word ou Excel*) ;
- Un plan détaillé du rapport (*Word ou Excel*) ;
- Le rapport final de l'étude (*Word et PDF*) ;
- Une synthèse des principales données chiffrées, des principaux enseignements/constats et des éventuelles préconisations qui en découleront devront être formulées dans un document séparé remis en amont du rapport final pour permettre son insertion dans le RASF. Pour rappel, l'Agence se réserve le droit d'intégrer certains éléments à partir des analyses des bases de données dont elle dispose, en complément des analyses que réalisera le prestataire ;
- Un document regroupant les préconisations identifiées par le titulaire (*Word ou PowerPoint selon la convenance du titulaire*) ;
- Un compte rendu de chaque réunion avec l'Agence et/ou avec Action Logement et ses entités (*Word*).

La présente étude pourra faire l'objet d'une présentation des principaux enseignements par le titulaire aux différentes instances de l'Agence.

Le titulaire doit tenir informée de façon régulière l'ANCOLS de l'état d'avancement de la réalisation de l'étude à partir d'un calendrier présenté lors de la réunion de lancement.

Ces documents seront transmis par courriel aux adresses suivantes :

- [marcelline.montresor-timpesta@ancols.fr](mailto:marcelline.montresor-timpesta@ancols.fr)
- [ali.sebbagh@ancols.fr](mailto:ali.sebbagh@ancols.fr)
- [lounes.haddouche@ancols.fr](mailto:lounes.haddouche@ancols.fr)
- [etudes@ancols.fr](mailto:etudes@ancols.fr)

### **3.5 Lieu d'exécution des prestations**

Le titulaire doit faire connaître au pouvoir adjudicateur, sur sa demande, le lieu d'exécution des prestations. Le pouvoir adjudicateur peut en suivre sur place le déroulement. L'accès au lieu d'exécution est réservé aux seuls représentants du pouvoir adjudicateur. Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site.

Le titulaire est tenu de répondre aux demandes de rendez-vous, lesquels peuvent avoir lieu au siège de l'ANCOLS : « La Grande Arche – Paroi Sud – 92055 Paris- La Défense » ou peuvent se tenir par téléconférence/visioconférence.

### **3.6 Délais**

Dans le cadre du présent marché, dix phases de travail sont prévues au maximum :

- Investigations qualitatives préliminaires (2 semaines)
- Echange avec des institutionnels et personnalités qualifiées et rédaction de la note de synthèse (4 semaines)
- Identification des données pertinentes (1 semaine)
- Rédaction de la note de synthèse relative aux données utilisées (1 semaine)
- Rédaction, validation et implémentation des deux questionnaires (3 semaines)
- Tests des pilotes et ajustements éventuels (2 semaines)
- Administration des deux questionnaires (5 semaines)
- Apurement et repondération des données (2 semaines)
- Analyse des données (4 semaines)
- Rédaction du rapport final (3 semaines)

La durée prévisionnelle de la prestation est estimée à environ 7 mois, certaines étapes étant réalisées simultanément.

L'Agence envisage une réunion de lancement la semaine du 21 avril 2025.



## ARTICLE 4 : CADRE METHODOLOGIQUE

L'étude portera uniquement sur les aides à la mobilité distribués par ALS sur fonds PEEC à savoir Mobili-Pass et Mobili-Jeune.

Toutes les étapes de réflexion et de production doivent être réalisées dans un cadre coopératif entre le titulaire et l'ANCOLS, qui valide l'ensemble des méthodes et des travaux, intermédiaires et définitifs.

Toutes les données brutes, communiquées par l'ANCOLS et/ou recueillies dans le cadre de la mission, et toutes les données traitées devront être détruites par le titulaire dans un délai maximum de six mois après la transmission des livrables à l'Agence, un PV de destruction devra alors être fourni.

### 4.1 Organisation de l'étude

L'étude s'organisera autour de 9 réunions au minimum :

- Une réunion de lancement ;
- Une réunion de présentation des conclusions de la note de synthèse de la revue bibliographique et méthodologique, et d'échanges sur les différents guides d'entretien pour la partie qualitative ;
- Une réunion de présentation des conclusions des entretiens qualitatifs ;
- Une réunion d'échanges sur les données recueillies auprès d'ALS ;
- Une réunion d'échanges sur les données recueillies auprès d'autres institutions ;
- Une réunion d'échanges sur le questionnaire destiné aux personnes physiques (à laquelle pourront s'ajouter une ou deux réunions par téléphone pour finaliser et valider le questionnaire retenu pour la phase pilote) ;
- Une réunion d'échanges après la phase pilote du questionnaire visant à en intégrer les enseignements (à laquelle pourront s'ajouter une ou deux réunions par téléphone pour finaliser et valider le questionnaire retenu) ;
- Une réunion d'échanges permettant de partager et valider les résultats de l'analyse des bases de données constituées par les données ALS et complémentaires et par les réponses au questionnaire, permettant ainsi de préfigurer le plan détaillé du rapport ;
- Une réunion de restitution finale présentant les principales conclusions de l'étude et les éventuelles préconisations identifiées par le prestataire.

S'y ajouteront des réunions téléphoniques de suivi hebdomadaire.

Le titulaire rédigera un compte rendu de chaque réunion.

### 4.2 Revue bibliographique et méthodologique

Cette étape vise tout d'abord à avoir un panorama de la littérature concernant l'insertion des aides à la mobilité d'Action Logement dans l'ensemble des dispositifs d'aide à la mobilité professionnelle et résidentielle, ainsi que des méthodes d'évaluation de l'impact d'un tel dispositif.

Une comparaison avec d'autres dispositifs (notamment l'aide à la mobilité proposée par France travail, par les départements ou les régions est attendue.

**Le livrable attendu de la part du titulaire pour la présente étape sera donc :**

- Une première synthèse de la revue de littérature et méthodologique permettant d'identifier les données et les méthodes d'évaluation les plus pertinentes.

#### **4.3 Entretiens qualitatifs**

Le titulaire identifiera en collaboration avec l'ANCOLS des institutionnels et personnes qualifiées d'être interrogés dans le cadre d'entretiens. Les organismes et personnes interrogés doivent être choisis de manière diversifiée. La liste définitive sera validée par l'Agence.

Ces entretiens, menés par le titulaire, viseront à préciser davantage les problématiques et enjeux de l'étude. La trame générale des entretiens à l'attention de ces acteurs devra être validée en amont par l'Agence et les guides d'entretiens semi-directifs réalisés par le titulaire du présent marché.

L'Agence pourra demander à assister aux entretiens (qu'ils se tiennent en présentiel, par visioconférence ou par téléphone).

**Les livrables attendus de la part du titulaire pour cette première étape sont donc :**

- Une note de revue de la grille d'entretiens des acteurs identifiés (institutionnels et personnalités qualifiées) ;
- Le guide des entretiens prévus avec ces acteurs ;
- La liste des acteurs sélectionnés et le suivi des entretiens ;
- La synthèse de l'ensemble du travail préliminaire (comprenant la partie consacrée à la revue bibliographique et méthodologique, l'insertion des aides proposées par Action Logement dans les dispositifs d'aides à la mobilité résidentielle des salariés et les échanges auprès des institutionnels et personnalités qualifiées identifiés) permettant d'identifier les principaux points structurant l'étude et des éléments clés pour aider à la réalisation du questionnaire. Devra figurer en annexe le compte rendu de chacun des entretiens réalisés.

#### **4.4 Exploration des données ALS et complémentaires**

Cette étape vise, d'une part, à explorer les données de gestion fournies par ALS, c'est-à-dire d'en mesurer la portée, mais aussi les limites pour la réalisation de l'étude (notamment dans sa dimension évaluative).

Elle a pour objectif, d'autre part, d'identifier et de documenter d'autres bases de données permettant de contextualiser et/ou de compléter les données fournies par ALS.

**Les livrables attendus de la part du titulaire pour la présente étape sont donc :**

- Une description des variables et données d'ALS utiles pour la réalisation de l'étude ;
- Une description approfondie d'autres bases de données pertinentes pour la réalisation de l'étude.

#### **4.5. Rédaction, implémentation et administration des questionnaires**

Cette étape visera, premièrement, à approfondir les enseignements issus des données de gestion fournies par ALS quant à l'impact des aides à la mobilité. Un questionnaire administré aux personnes ayant bénéficié de ces aides préalablement sélectionnés (voir détail dans la partie 3.2 du présent document) et la taille de l'échantillon visera à obtenir un niveau d'appréciation représentatif tant de l'utilisation des aides à la mobilités visées par l'étude que de son impact.

Il s'agira, deuxièmement, de mieux comprendre les modalités du non-recours à l'aide Mobili-jeune distribuée par Action Logement Services, en ciblant des personnes n'en ayant pas bénéficié, alors qu'ils satisfaisaient toutes les conditions associées. Un questionnaire visera un échantillon de cette population (voir détail dans la partie 3.2 du présent document) pour comprendre les ressorts du non-recours (non-connaissance du dispositif, dispositif considéré comme peu utile, etc.)

Les questionnaires seront implémentés sur la plateforme de l'Agence dédiée aux enquêtes (interface utilisant l'outil LimeSurvey).

##### **4.5-1 : Rédaction, implémentation et test (phase pilote) des questionnaires**

Le titulaire sera tenu de rédiger et d'implémenter les questionnaires puis de procéder aux éventuels ajustements avant le lancement définitif des questionnaires.

Les thématiques abordées par le questionnaire seront choisies, après échanges avec l'Agence, à partir des investigations qualitatives préliminaires et à l'issue des entretiens avec les institutionnels et les personnalités qualifiées. Une attention toute particulière devra être portée au fait que les différentes thématiques mentionnées au 3.1 devront être abordées. L'Agence se réserve le droit de demander qu'un certain nombre de points qu'elle souhaiterait analyser figurent dans les questionnaires.

Après validation par l'ANCOLS des questionnaires, le titulaire procèdera à son implémentation sur la plateforme de l'Agence. Un compte spécifique pour le titulaire sera créé par l'Agence pour lui permettre d'accéder à la plateforme d'enquête, compte ne permettant d'accéder qu'aux données des questionnaires. Le titulaire devra avoir les compétences nécessaires pour travailler sur la plateforme LimeSurvey.

Pour chaque questionnaire, une phase pilote aura lieu en guise de test auprès de 30-50 personnes. À la fin de cette phase, le titulaire téléchargera les données brutes du pilote de chaque questionnaire pour les analyser. L'Agence attend ici du titulaire un œil critique visant à identifier les améliorations à apporter à chaque questionnaire : formulation des questions, filtres, questions à ajouter ou à supprimer, modalités de réponse à ajuster, etc. Les évolutions souhaitables de chaque questionnaire seront proposées et analysées lors d'une réunion présentielle ou par visio-conférence (l'Agence se réservant la possibilité d'annuler cette réunion si les ajustements sont mineurs).

Après validation, le titulaire procédera aux éventuelles modifications de chaque questionnaire sur la plateforme en prélude à la phase opérationnelle.

**Les livrables attendus de la part du titulaire pour la présente étape sont donc :**

- Les questionnaires rédigés à l'attention des personnes physiques (bénéficiaires ou non) ;
- Une synthèse de la phase pilote identifiant les éléments à corriger, supprimer ou améliorer ;
- L'implémentation des deux questionnaires sur la plateforme de l'Agence.

#### **4.5-2 Administration des questionnaires**

L'administration des questionnaires sera assurée par le titulaire pendant la phase pilote afin d'être en mesure d'identifier les éventuelles difficultés ou questions auxquelles pourraient être confrontés les ménages ainsi que lors de la phase opérationnelle.

#### **4.6 Analyse statistique des données recueillies et rédaction d'un rapport de synthèse**

Le titulaire procédera à l'apurement et au contrôle des données recueillies : la liste des tests effectués et des apurements ou corrections proposés devra être validée par l'Agence. En outre, une phase de pondération des données devra être réalisée par le titulaire.

Un plan détaillé du rapport est attendu de la part du titulaire afin de valider les pistes d'analyse retenues.

Une étroite collaboration est attendue ici entre le titulaire et l'Agence, le titulaire maintenant informée l'Agence des résultats obtenus à partir du questionnaire à l'attention des bailleurs.

Après validation des résultats par l'ANCOLS, et approbation du plan de rapport détaillé, le titulaire rédigera le rapport final de l'étude. Ledit rapport devra entre autres choses comporter la présentation synthétique des données chiffrées.

Des préconisations devront également être formulées dans un document séparé du rapport.

**Les livrables attendus de la part du titulaire pour la présente étape seront donc :**

- La liste des tests effectués sur la base de données brute de chaque questionnaire ainsi que la pondération des unités répondantes ;
- Un plan détaillé du rapport ;
- Le rapport final de l'étude ;
- Un document regroupant les principaux constats et les éventuelles préconisations identifiées par le titulaire devra le cas échéant, être rédigé en vue d'être inséré dans le RASF.

## **PARTIE 2 : CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ARTICLE 5 : CONDITIONS ESSENTIELLES DU MARCHÉ**

#### **5.1 Type de marché**

Il s'agit d'un marché de services et plus précisément d'un marché de prestations intellectuelles (PI).

#### **5.2 Forme du marché**

Le marché est un marché global unique.

Le marché n'est pas alloti, dans la mesure où l'objet du marché consiste en une prestation unique à savoir la réalisation d'une étude. Cette prestation se compose de différentes étapes indissociables dont la coordination technique doit être réalisée par le titulaire, afin de garantir la qualité des livrables attendus au regard des objectifs de la mission.

#### **5.3 Durée du marché**

Le présent marché est conclu pour une durée maximum de douze (12) mois allant de sa date de notification du marché au titulaire, jusqu'à l'admission définitive des prestations.

### **ARTICLE 6 : PRIX DU MARCHÉ**

#### **6.1 Forme des prix**

Les prestations du présent marché, détaillées dans la partie clauses techniques particulières, sont traitées à prix global et forfaitaire.

#### **6.2 Contenu des prix**

Le marché est conclu à prix ferme et définitif. Les stipulations du CCAG/PI sont seules applicables.

Les prix sont fermes et comprennent tous les frais relatifs à l'exécution des prestations, y compris, et sans que cette liste soit exhaustive :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais inhérents à la réalisation des prestations (frais de secrétariat, de reproduction, envoi des documents demandés etc..) ;

- tous les frais liés à la participation aux réunions éventuellement prévues au marché pour l'exécution de la prestation.

Les prix sont exprimés en euros, HT et TTC. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date de la facturation.

## ARTICLE 7 : MONTANT DU MARCHÉ

Le montant du marché est tel que figurant dans l'acte d'engagement (ATTRI1) du titulaire dans la limite prévue dans le cadre d'un marché à procédure adaptée (MAPA).

## ARTICLE 8 : DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES POUR RETARD

### 8.1 Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à réaliser toutes les prestations objets du présent marché et à fournir les livrables selon les délais et modalités précisées dans le présent CCP.

La mission prendra fin avec la remise des documents finalisés, acceptés par l'acheteur public.

### 8.2 Délais de réalisation des livrables

Les délais de réalisation des livrables attendus sont précisés aux articles 3 et 4 ci-dessus. En tout état de cause, le délai de réalisation de la mission dans son intégralité ne pourra excéder 10 mois à compter de la réunion de lancement évoquée à l'article 3.6. Tout dépassement de ce délai entraînera l'application de pénalités de retard dans les conditions exposées ci-dessous.

### 8.3 Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations objet du marché, le titulaire encourt alors une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V * R / 150$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Un jour ouvré de retard est décompté dès lors qu'une heure ouvrée de cette journée a été entamée. Une heure ouvrée de retard est décomptée dès lors qu'une minute ouvrée de cette journée a été entamée.

Le montant des pénalités du présent article sera déduit de la facture correspondant à la commande exécutée avec retard.

Une franchise de trois semaines est applicable à chaque retard.

Lorsque l'acheteur public envisagera d'appliquer des pénalités de retard, il invitera, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de huit jours. Cette invitation précisera le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur public considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous- traitants, les pénalités pour retard s'appliqueront et seront calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

## ARTICLE 9 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre décroissant de priorité.

### Pièces particulières :

- ✓ L'acte d'engagement (AE) (formulaire ATTRI 1) - (HT, TVA et TTC) complété et signé par l'attributaire ;
- ✓ L'annexe financière (DPGF). Il sera précisé le nombre de jours d'intervention et le coût journalier pour chaque catégorie de personnel en fonction de la qualification de l'intervenant, pour chaque poste de mission ;
- ✓ L'annexe concernant la protection des données personnelles
- ✓ Le présent cahier des clauses particulières (CCP) valant cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et cahier des clauses techniques particulières (CTCP) ;

- ✓ Le mémoire technique du titulaire et ses éventuelles annexes.
- ✓ Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

### **Pièce générale :**

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI/Arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles).

Le titulaire reconnaît qu'en cas de contradiction entre le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles et le présent cahier des clauses particulières, les clauses de ce dernier l'emportent.

Toute clause, portée dans l'offre technique et financière du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-dessus, est réputée non écrite.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces contractuelles du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

## **ARTICLE 10 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DU MARCHE**

La mission confiée au titulaire dans le cadre du marché comportera les travaux détaillés dans la description des prestations attendues (cf. partie clauses techniques particulières).

L'acheteur public fournira au titulaire les données et informations dont elle dispose qui seraient utiles à la réalisation de la mission.

Le titulaire devra fournir au moment de la signature du marché une adresse mail officielle et sécurisée à l'acheteur public pour tout échange de données et d'informations passé avec l'acheteur public par voie électronique, qui ne serait pas passé via le profil Acheteur de la plateforme des achats de l'Etat PLACE. Les échanges écrits entre le titulaire et l'acheteur public auront ainsi lieu soit via le profil Acheteur, soit par voie électronique sécurisée, soit les deux.

Toutes les données traitées, qu'elles proviennent des bases communiquées par l'acheteur public ou des données recueillies pour l'exécution de la prestation devront être transmises à l'acheteur public à l'issue de la mission. Les candidats doivent préciser dans leur offre technique les modalités et le format de ce transfert.

A l'issue de ce transfert, toutes les données brutes, communiquées par l'acheteur public et recueillies dans le cadre de la mission, et toutes les données traitées devront être détruites par le titulaire.



La transmission des fichiers se fera via un serveur sécurisé, permettant une journalisation des connexions. Les informations seront conservées sur des ordinateurs protégés par mot de passe.

## ARTICLE 11 : INSERTION SOCIALE

Pas de clause d'insertion sociale.

## ARTICLE 12 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Pas de clause environnementale spécifique.

L'acheteur tient néanmoins à alerter le titulaire sur le fait que les courriels ont également un impact environnemental dans la mesure où ils sont source de consommation d'énergie (l'ADEME estime effectivement qu'1 Mo envoyé correspondait à 15 grammes de CO<sub>2</sub>). L'impact peut varier selon le poids du courriel envoyé, la présence de pièces-jointes ou encore le nombre de destinataires. Ainsi, pour limiter la consommation d'énergie, il est demandé d'envoyer les courriels uniquement aux personnes strictement concernées et de limiter le nombre de destinataires en cas de courriels avec pièces jointes.

## ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE ET GROUPEMENTS MOMENTANES D'ENTREPRISE

### 13.1 Modalités de sous-traitance

En application de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur public l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement selon les modalités prévues par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2193-2 du code de la commande publique, lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, et à condition qu'elle respecte les dispositions de l'article R. 2193-1 précité, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

Conformément à l'article R. 2193-4 du code de la commande publique, lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés :

- Soit par la signature, par les parties, d'un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements et documents mentionnés aux articles R. 2193-1 et R. 2193-3 du code de la commande publique,
- Soit par le silence gardé de l'acheteur public pendant vingt-et-un jours à compter de la réception d'un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements et documents mentionnés aux articles R. 2193-1 et R. 2193-3 du code de la commande publique.

Cet acte spécial est soit remis par le titulaire à l'acheteur public contre récépissé soit, adressé à l'acheteur public par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché. Il doit donc veiller à ce que ses sous-traitants respectent également ces obligations.

En application des articles L. 2193-10, L. 2193-11 et R. 2193-10 du code de la commande publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur au montant indiqué dans l'article R.2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur public, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

Les sous-traitances occultes exposent le titulaire du marché aux dispositions de l'article 39 du C.C.A.G.-P.I. relatives à la résiliation du marché pour faute du titulaire.

### **13.2 Modalités des groupements momentanés d'entreprise**

L'article R. 2142-19 du code de la commande publique permet aux opérateurs économiques de participer aux procédures de passation de marchés publics. Ce groupement, quelle que soit sa forme (groupement conjoint ou groupement solidaire), répond à des règles de fonctionnement précises, notamment en ce qui concerne l'exécution financière du contrat.

En application de l'article R. 2142-20 du code de la commande publique, le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public. Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Conformément à l'article R. 2142-24 du code mentionné, dans les deux formes de groupements mentionnés ci-avant, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire mène une action de coordination auprès des autres membres du groupement. Parmi ses attributions, il est le seul habilité à présenter le résultat de l'exécution de la prestation et à émettre des réclamations. Destinataire des bons de commande et ordres de service, le mandataire a seul qualité pour présenter des réserves. Dans le cas de paiements effectués à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux indications qu'il donne.

Toutes les factures transiteront donc par ce mandataire, qui sera l'interlocuteur privilégié de l'acheteur public.

Il incombe au mandataire d'attester de la réalité des travaux exécutés par chacun des membres du groupement, dans le respect des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché. Sa signature vaudra acceptation par celui-ci au nom et pour le compte des membres du groupement des travaux du cotraitant concerné.

La tâche du mandataire s'achève à l'apposition du visa d'acceptation du paiement.

## ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DES PARTIES

### 14.1 Obligations de l'acheteur public

L'acheteur public désigne parmi ses personnels un interlocuteur privilégié avec lequel le titulaire peut se mettre en contact. L'interlocuteur de l'acheteur public, pour l'exécution du présent marché est :

**Nom :** MONTRÉSOR-TIMPESTA Marcelline

**Fonction :** Directrice des statistiques et études financières

**Email :** [marcelline.montresor-timpesta@ancols.fr](mailto:marcelline.montresor-timpesta@ancols.fr)

**Téléphone :** fixe: 01 70 82 99 00; mobile: 07 82 53 15 60

L'acheteur public s'engage à faciliter l'accès au site des personnels du titulaire pour l'exécution des prestations relatives au présent marché.

### 14.2 Obligations du titulaire

Les prestations se déroulent conformément au présent cahier des clauses particulières et aux autres documents contractuels.

Le personnel du titulaire est soumis au contrôle d'accès en vigueur dans les locaux de l'acheteur public.

Il est expressément entendu que le personnel du titulaire demeure à tous les égards, le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...). A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...). Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par celui-ci.

Les prestations objet du marché sont réalisées par le titulaire conformément aux règles de l'art et usages de la profession. Le titulaire se porte garant du fait que les prestations demandées seront effectuées dans les délais et conditions fixés par les pièces constitutives du marché.

Il affecte à la réalisation des prestations des intervenants dont il garantit les compétences et l'expérience.

En toute hypothèse, le titulaire est soumis, vis-à-vis de l'acheteur public, à un devoir de conseil et d'alerte pour tout problème identifié dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire désigne, dans son offre, un interlocuteur unique auprès de l'acheteur public qui a la charge du suivi de l'exécution et de la bonne réalisation des prestations confiées au titre du présent marché.

Cet interlocuteur doit répondre à toute demande de l'acheteur public concernant l'exécution des prestations, et coordonne les équipes internes.

La bonne exécution des prestations dépend de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite par le titulaire dans son offre.

Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'acheteur public, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A cet effet, il désigne un remplaçant **qui doit avoir une compétence au moins équivalente de celle du titulaire désigné**, et s'engage à en communiquer dans le délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent, son nom et ses titres à l'acheteur public. La notion d'équivalence inclut l'ancienneté dans le métier ainsi que l'expérience dans le domaine.

L'acheteur public se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant. Si l'acheteur public récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

En cas de deux refus successifs par l'acheteur public d'un remplaçant proposé par le titulaire, l'acheteur public se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG/PI.

En outre, l'acheteur public peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations objet du marché. Le titulaire doit alors procéder à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant le cas échéant. En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

## ARTICLE 15 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les articles 32 à 35 du CCAG PI s'appliqueront.

## ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et son personnel sont tenus par une obligation de secret et de discrétion, et s'engagent :

- A préserver la confidentialité et à traiter comme strictement confidentiels toutes les informations qui pourront être communiquées, échangées et/ou recueillies et/ou intégrées dans des documents créés dans le cadre de l'exécution des prestations, objet du marché ; et à ne les révéler ni n'en faire état, directement ou indirectement, à aucun tiers, sauf accord écrit préalable et exprès du directeur général de l'ANCOLS ;
- A traiter comme strictement confidentiels toutes les informations et tous documents de toute nature dont ils auront connaissance, de quelque façon et sous quelque forme que ce soit, et désignés comme confidentiels au moment de leur révélation ; et à ne les révéler ni n'en faire état, directement ou indirectement, à aucun tiers ;
- A n'en faire aucune copie ou reproduction, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation préalable expresse et écrite du directeur général de l'ANCOLS.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de l'acheteur public et engagerait sa responsabilité. Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre par l'acheteur public, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Le titulaire garantit que ses employés, cotraitants ou sous-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

Cette obligation s'applique durant l'exécution du présent marché et après son expiration, sans limitation de durée.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Enfin, le titulaire s'engage à prendre toutes mesures utiles pour protéger et conserver dans les meilleures conditions de sécurité les documents, quelle qu'en soit la forme ou le support, qui lui seront confiés par

l'acheteur public pour l'accomplissement de sa mission, dans le respect de la réglementation de la protection des données personnelles (cf. article 29 du présent CCP).

## ARTICLE 17 : RESPECT DE LA CHARTE INFORMATIQUE

Le titulaire du marché s'engage à respecter la « Charte informatique régissant l'usage du système d'information par les personnels de l'ANCOLS ». Cette charte sera remise par l'acheteur public au titulaire du marché.

## ARTICLE 18 : OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérifications sont effectuées par le pouvoir adjudicateur au vu des prestations demandées aux clauses techniques particulières (section Partie 1 ci-dessus). Ces vérifications seront effectuées par la directrice des statistiques et études financières.

L'ANCOLS dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la date de remise par le titulaire des livrables, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des prestations.

## ARTICLE 19 : ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

### 19.1 L'admission

Conformément aux stipulations de l'article 29.1 du CCAG PI, l'acheteur prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de la notification de la décision d'admission. En cas d'admission tacite, la date d'effet est l'expiration du délai mentionné à l'article 28.2 du CCAG/PI, soit un délai de deux (2) mois ».

### 19.2 L'ajournement

L'acheteur public, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises à point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. L'acheteur public invite le titulaire à présenter à nouveau, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours, sans supplément de prix.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai,

l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-dessous (cf. 19.3 et 19.4), dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence de l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

### **19.3 Réfaction**

Conformément à l'article 29.3 du CCAG PI, lorsque l'acheteur public estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur public dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur public est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **19.4 Rejet**

Lorsque l'acheteur public estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il se réserve la possibilité d'en prononcer le rejet partiel ou total.

En cas de rejet, la décision de rejet doit être motivée et elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations. La partie des prestations ou les prestations qui seront rejetées ne feront l'objet d'aucun règlement ou le titulaire sera tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Conformément à l'article 29.4.3 du CCAG PI, le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

## **ARTICLE 20 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT**

L'acheteur public se libère des sommes dues au titre du marché et de la manière suivante :

## 20.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est accordée conformément aux articles R. 2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 % du montant TTC du marché.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du marché.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

En vertu de l'article R. 2192-24 du code de la commande publique, l'avance doit être payée dans le délai global de paiement à compter à compter soit de la date de notification du marché soit lorsque le marché le prévoit, de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance.

Cette avance n'est ni actualisable, ni révisable.

L'avance versée au titulaire est déduite du solde des paiements partiels définitifs.

## 20.2 Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-21 du code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.2 du CCAG/PI. Cette demande devra être remise à l'adresse indiquée à l'article 20.3 du présent CCP après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

Le paiement des acomptes est échelonné en fonction de l'avancement de la prestation, comme indiqué ci-après :

- 10 % une fois reçu la synthèse de la revue bibliographique et méthodologique (**phase 1**) ;
- 10 % une fois validé le guide des entretiens semi-directifs prévus avec les institutionnels ainsi que les personnalités qualifiées et finalisée l'ensemble de la phase qualitative y compris la bonne réception des comptes-rendus des différents entretiens menés par le prestataire (**phase 2**) ;



- 10 % une fois validé la phase d'exploration des données ALS et complémentaires qualitative y compris la bonne réception de la part du prestataire des notes descriptives des données d'ALS et des autres bases de données pertinentes pour la réalisation de l'étude (**phase 3**) ;
- 20 % à l'issue de la fin des phases pilotes des questionnaires (**phase 4**).

Chaque étape précitée fait l'objet d'une décision d'admission de la réception de la prestation. Le paiement est réalisé au regard de cette décision.

### **20.3 Régime des paiements**

En vertu de l'article R. 2191-26 du code de la commande publique, constitue un règlement partiel définitif un règlement non susceptible d'être remis en cause par les parties après son paiement, notamment lors de l'établissement du solde.

Les sommes dues au titre du marché sont réglées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Ainsi, le marché fera l'objet du règlement définitif du solde du marché, à compter de la présentation de la facture correspondante, après vérification du service fait et admission des prestations réalisées.

Les factures seront émises à terme échu.

Le délai global et maximal de paiement, à compter de la date de réception par l'acheteur public de la facture et sous réserve de service fait, est de 30 jours conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit au bénéfice d'intérêts moratoires selon la réglementation en vigueur.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le règlement s'effectue, après les opérations de vérification quantitatives et qualitatives, par virement au profit du compte mentionné dans l'acte d'engagement (AE).

Les factures doivent obligatoirement être dématérialisées et déposées sur le portail : <https://chorus-pro.gouv.fr/> en utilisant le numéro de SIRET de l'ANCOLS (n°13002046400090).

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'acheteur public via Chorus Pro devront comporter obligatoirement l'information suivante :

- Le numéro d'engagement (EJ), qui correspond selon le cas :

- Au numéro communiqué avec l'acte d'engagement, après la notification du marché, dans le cas d'un marché avec un montant ferme d'engagement.
- Au numéro du bon de commande, dans le cas d'un marché à bon de commande.

Les factures doivent être rédigées en français et exprimées en euros.

Les factures doivent comprendre, outre les mentions obligatoires réglementaires (cf. art. 289 II et art. 242 nonies A de l'annexe 2 du code général des impôts), et notamment les montants HT et de TVA, ainsi que le taux, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché ;
- le numéro d'engagement juridique (communiqué à la signature de l'acte d'engagement) ;
- les justificatifs des prestations réalisées ;
- le RIB avec code BIC et IBAN ;
- le numéro SIRET et code APE du titulaire ;
- le montant total en euros TTC.

Pour toute demande d'information complémentaire, le titulaire est invité à prendre contact avec le département des affaires financières de l'ANCOLS à l'adresse suivante : [SG\\_DAF@ancols.fr](mailto:SG_DAF@ancols.fr)

Pour plus d'information sur la plateforme Chorus Pro, le titulaire peut consulter le site d'information et de communication [Communauté Chorus Pro](#) dédié à la préparation à la facturation électronique.

## ARTICLE 21 : RENSEIGNEMENTS BUDGETAIRES ET COMPTABLES

Le financement du marché est inscrit dans le budget de l'acheteur public.

L'ordonnateur des dépenses est le directeur général de l'ANCOLS.

La personne chargée de fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-59 à R.2191-62 du code de la commande publique est l'Agent Comptable de l'ANCOLS.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'ANCOLS.

Pour les questions relatives au paiement, le titulaire pourra prendre attache auprès de l'Agent Comptable de l'ANCOLS, par courriel **[agence\\_comptable@ancols.fr](mailto:agence_comptable@ancols.fr)** ou par téléphone, au **01.70.82.99.60**

## ARTICLE 22 : RESPONSABILITES – ASSURANCES

## 22.1 Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'acheteur public ou à des tiers.

## 22.2 Assurances

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurances qui demeurera en cours de validité pendant la durée de validité du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'acheteur public ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'acheteur public ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances suffisantes et doit justifier d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et précisant les indications suivantes :

- nom de l'assuré ;
- montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs ou non consécutifs ;
- montant des franchises éventuelles ;
- activités exactes garanties ;
- durée et date de l'attestation.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur public et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage formellement à avertir l'acheteur public de tout changement d'assureur en cours de prestation, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

## ARTICLE 23 : FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, telle que retenue par la jurisprudence des Juridictions Françaises, les obligations des parties seront automatiquement suspendues.

La partie constatant l'événement devra sans délai informer l'autre partie de son impossibilité d'exécuter ses prestations et s'en justifier auprès de celle-ci. La suspension des obligations ne pourra en aucun cas être une cause de responsabilité pour non-exécution de l'obligation en cause, ni induire le versement de dommages et intérêts ou pénalités de retard.

Cependant, dès la disparition de la cause de la suspension de leurs obligations réciproques, les parties feront tous leurs efforts pour reprendre le plus rapidement possible l'exécution normale de leurs obligations contractuelles.

L'acheteur public pourra résilier de plein droit le présent contrat, en notifiant son intention au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, si l'événement, défini comme une hypothèse de suspension d'obligations, perdurait au-delà de quinze jours à compter de sa survenance.

Le contrat serait alors résilié sans dommages et intérêts à la charge des contractants.

L'acheteur public devra néanmoins, dans cette hypothèse, régler au titulaire la quote-part de la mission déjà effectuée à la date de cette notification.

## ARTICLE 24 : SUSPENSION EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

### 24.1

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur public. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur public se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

### 24.2

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG PI.

## ARTICLE 25 : RESILIATION

### 25.1 Résiliation sans faute

La résiliation du marché sans faute du titulaire, peut être prononcée par l'acheteur public à tout moment, pour un motif d'intérêt général. Par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG PI, la résiliation n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité au titre d'un préjudice.

## **25.2 Résiliation pour faute**

En sus des cas prévus à l'article 39 du CCAG PI, la résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire en cas de non-respect par le titulaire, de ses obligations au titre du présent marché.

Il est expressément entendu que toute résiliation intervenue au titre du présent article aura lieu de plein droit 15 jours après réception d'une mise en demeure de s'exécuter, restée, en tout ou partie, sans effet. La mise en demeure déclarant l'intention d'appliquer la présente clause pourra être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout acte extrajudiciaire. L'acheteur public se réserve en outre la possibilité de demander des dommages et intérêts.

Par ailleurs, en cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 39 du CCAG PI.

### **ARTICLE 26 : INTUITU PERSONAE**

Hormis pour les cas de fusion et de transfert d'activité, le présent contrat étant conclu "*intuitu personae*" les parties s'interdisent de céder, pour quelque cause et sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, le contrat ou l'un quelconque de leurs droits et obligations à un tiers, sauf accord contraire préalable et par écrit des parties.

### **ARTICLE 27 : CHANGEMENT DE RAISON SOCIALE OU DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à l'acheteur public.

Afin d'assurer la bonne exécution d'administrative du marché, la notification de ces modifications doit être accompagnée des pièces justificatives correspondantes (extrait KBIS, publication dans un journal d'annonces légales, RIB...).

### **ARTICLE 28 : CESSION DE CREANCES**

Conformément aux dispositions de l'article L. 2191-8 du code de la commande publique, le titulaire du présent marché peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur l'acheteur public à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire ou créancier.

Pour ce faire, conformément aux dispositions des articles R. 2191-46 à R. 2191-50 du code de la commande publique, le titulaire devra informer l'acheteur public qui, en réponse lui communique :

- Soit une copie de l'original du présent marché revêtue d'une mention signée et indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché,
- Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définis par l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

En outre, conformément aux dispositions des articles R. 2191-54 et R. 2191-55 du code de la commande publique, le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre du présent marché doit notifier ou signifier la cession ou le nantissement au comptable public assignataire de l'acheteur public.

Dans le cadre d'une cession de droit commun, le comptable doit détenir, outre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, l'exemplaire original de la signification de la cession contenant toutes les mentions qui s'imposent, ainsi que l'original de la cession.

En cas de cession de créances à un établissement bancaire, le comptable doit détenir également, outre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, l'exemplaire original de la signification de la cession contenant toutes les mentions qui s'imposent, ainsi que l'original de la cession. Celle-ci devra être signifiée au comptable par lettre recommandée avec accusé de réception.

## ARTICLE 29 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

### 29.1 Définitions - Portée – Caractéristiques du Traitement

#### 29.1.1 Définitions

Les termes commençant avec une majuscule dans le présent article auront la définition qui est donnée dans le Règlement Général sur la Protection des Données N°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, le « RGPD »).

#### 29.1.2 Portée

Le présent article RGPD vient compléter l'article 5.2.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG –PI). Il définit les conditions dans lesquelles le Titulaire peut réaliser des Traitements de Données

personnelles, qu'il s'agisse de Données personnelles obtenues auprès du Responsable de Traitement ou de Données collectées directement auprès des personnes concernées.

Le Titulaire reconnaît que l'ensemble des engagements contractuels et des mesures définis au présent article constituent des conditions essentielles et déterminantes du présent marché (ci-après, le « Marché »).

### **29.1.3 Caractéristiques du Traitement**

Les parties renseignent et signent les caractéristiques essentielles du Traitement de Données personnelles, telles que notamment la finalité, la durée, la nature, le type de données et les catégories de personnes concernées, en ANNEXE 1 (CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES) du cahier des clauses administratives particulières.

## **29.2 Respect des finalités**

Le Titulaire traite les Données personnelles exclusivement dans le cadre des finalités qui lui sont indiquées par le Responsable de Traitement, expressément et par écrit. Il n'agit que sur instruction écrite du Responsable de Traitement.

Le Titulaire fait respecter le présent article RGPD ainsi que l'ANNEXE 1 (CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES) du cahier des clauses administratives particulières par son personnel et par ses propres sous-traitants autorisés dans les conditions prévues à l'article 29.4.5.

## **29.3 Obligation des parties**

### **29.3.1 Respect du RGPD**

Le Titulaire est responsable du respect des obligations découlant de la Loi Informatique et Libertés et du RGPD.

À ce titre, il s'engage :

- à prendre toutes les mesures nécessaires, notamment celles de tenir un registre pour toutes les activités sous-traitées de Données personnelles effectuées pour le compte du Responsable de Traitement avec la description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles ;
- à avoir désigné un Délégué à la Protection des Données (DPD) lorsque cela est requis ou, lorsqu'une telle désignation n'est pas rendue obligatoire, un point de contact unique pour toute question relative aux Données personnelles.

Le Responsable de Traitement s'engage également à respecter la réglementation en vigueur applicable en matière de Traitement de Données Personnelles.

### **29.3.2 Confidentialité**

Le Titulaire s'engage à ce que son personnel ainsi que le personnel de ses propres Sous-traitants, autorisés dans les conditions prévues à l'article 29.4.5, soient soumis à un engagement de confidentialité.

Le Titulaire prend toutes les précautions utiles afin de préserver la confidentialité des Données Personnelles, et s'interdit notamment de :

- Copier les documents et supports d'information qui lui sont confiés, à l'exception de ceux nécessaires au Traitement de Données Personnelles telles que définit en ANNEXE 1 (CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES) du cahier des clauses administratives particulières, auquel cas, le Titulaire en informe le Responsable de Traitement ;
- Divulguer les Données Personnelles à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf sur demande de tiers autorisés selon une démarche officielle justifiée, et uniquement après en avoir vérifié les bases légales et informé le Responsable de Traitement ;
- Céder, louer, transmettre, ou mettre à disposition d'un tiers, à quelque titre et pour quelque motif que ce soit, les Données Personnelles qui lui sont remises par le Responsable de Traitement ou par un tiers sur ordre du Responsable de Traitement.

### **29.3.3 Obligations en matière d'intégrité et de sécurité**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles les plus appropriées afin de garantir la protection des Données Personnelles conformément aux dispositions des articles 32, 33 et 34 du RGPD.

Parmi ces mesures, le Titulaire mettra en place et maintiendra tous les moyens techniques, logiques, organisationnels, physiques de sécurité permettant de garantir aux Traitements de Données Personnelles mis en œuvre un niveau de sécurité adapté au risque et conformes à l'état de l'art, permettant entre autres, selon les besoins de :

- Pseudonymiser et chiffrer les Données Personnelles ;
- Garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Rétablir la disponibilité des Données Personnelles et les Traitements dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du Traitement ;
- Empêcher que les Données Personnelles ne soient déformées, utilisées de manière détournée ou frauduleuse, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire demeurera responsable du niveau de sécurité qu'il a mis en œuvre.



Le Titulaire s'engage à garantir la continuité et l'évolution des mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre afin de protéger de manière adéquate les Données Personnelles, et notamment prendre en compte l'évolution de l'état des connaissances par la mise en œuvre de tests réguliers et de mesures de contrôle.

Le Responsable de Traitement se réserve le droit, dans les conditions indiquées ci-après, de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile via un questionnaire ou un audit sur site, pour constater le respect des règles précitées par le Titulaire et permettre au Responsable de Traitement de réaliser une étude d'impact sur la vie privée des personnes dont les Données Personnelles sont concernées par le Traitement.

#### **29.3.4 Obligations en matière d'aide et assistance**

Le Titulaire apportera une aide raisonnable et sans coût supplémentaire au Responsable de Traitement s'agissant des mesures à prendre afin de se conformer à la réglementation sur la protection des données pour les Données Personnelles concernées par le Marché.

Cette assistance tiendra compte de la nature du Traitement et des informations dont dispose le Titulaire et inclura l'assistance pour (i) mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles de sécurité, (ii) la gestion, la notification, l'enquête, les mesures correctives en lien avec une Violation de Données Personnelles, (iii) effectuer une analyse d'impact relative à la protection des données si nécessaire, (iv) la coopération avec les autorités de protection des données ou leur consultation préalable au Traitement si nécessaire, et (v) la gestion et les réponses aux demandes ou réclamations des personnes concernées exerçant leurs droits en vertu de la réglementation sur la protection des données ou aux demandes d'une autorité compétente en matière de protection des données.

Le Titulaire mettra à la disposition de l'acheteur public la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations, ou qui serait pertinente dans le cadre d'une réclamation ayant pour origine une violation de la réglementation, et autorise le Responsable du Traitement à réaliser tout audit et inspections qu'il estimera nécessaire auprès du Titulaire pendant la durée du présent Marché, afin de s'assurer du respect des obligations prévues par la réglementation sur la protection des données.

Le Titulaire assiste le Responsable du Traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à remplir ses obligations relatives à l'information des personnes concernées et à l'exercice par ces dernières de leurs droits prévus au titre de la réglementation sur la protection des Données Personnelles.

Au moment de la collecte des données, le Titulaire doit fournir aux Personnes Concernées par les opérations de Traitement l'information appropriée relative aux Traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le Responsable de Traitement avant la collecte de données.

Lorsque les activités de traitement sont fondées sur le consentement des personnes concernées, le Titulaire doit recueillir le consentement desdites personnes et assurer la conservation de la preuve desdits consentements. La formulation du recueil du consentement et les modalités de conservation de

la preuve des consentements doivent être convenues avec le Responsable de Traitement avant la collecte de données.

#### **29.3.5 Sous-traitance**

Sans préjudice de l'article 13 du CCAP, le Titulaire peut recourir à un sous-traitant pour mener des activités de Traitement spécifiques (ci-après, le « Sous-traitant ultérieur ») sous réserve de l'obtention d'un accord écrit et préalable du Responsable de Traitement.

De même, toute modification ou recours à un Sous-traitant ultérieur supplémentaire fait l'objet d'un accord écrit et préalable du Responsable de Traitement.

La demande d'agrément mentionne les activités de Traitement que le Titulaire entend sous-traiter, l'identité et les coordonnées du Sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance.

L'acheteur public disposera d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information, pour présenter ses objections.

Aucune sous-traitance ne pourra être effectuée tant que le Responsable de Traitement n'aura pas donné son accord par écrit.

Le Sous-traitant ultérieur sera tenu de respecter les obligations du Marché relatives à la protection des Données Personnelles : il appartient au Titulaire de s'assurer que le Sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées afin que le Traitement réponde toujours aux exigences de la réglementation sur la protection des données.

Si le Sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeurera pleinement responsable de l'inexécution et/ou de la mauvaise exécution par le Sous-traitant ultérieur de ses obligations à l'égard de l'ANCOLS.

#### **29.3.6 Transfert des Données Personnelles en dehors de l'Union européenne instruction**

Sous réserve de la réglementation sur la protection des données, le Titulaire s'engage à ne pas transférer lui-même ou par l'intermédiaire de Sous-traitants ultérieurs autorisés (y compris par le Traitement ou l'accession aux données à distance) les Données Personnelles du Responsable du Traitement en dehors de l'Union européenne (ci-après, un « Pays tiers ») sans l'autorisation préalable écrite de ce dernier, à l'exception des pays dans lesquels la Commission européenne a reconnu l'existence d'un niveau de protection adéquat.

Ainsi, sauf autorisation expresse contraire du Responsable de Traitement, le Titulaire s'engage :

- à ne pas stocker et à ne pas transférer lui-même ou par l'intermédiaire de sous-traitants ultérieurs autorisés (y compris par le Traitement ou l'accession aux données à distance)

les Données Personnelles du Responsable du Traitement en dehors de l'Union européenne ;

- à ce que les serveurs ainsi que tous les outils utilisés dans le cadre du Traitement de Données Personnelles soient situés en Union Européenne.

Lorsque le Responsable du Traitement autorise le transfert de Données Personnelles vers un Pays tiers (y compris les Etats-Unis), le Titulaire conclut avec les destinataires des données un contrat de transfert de Données tel que prévu en ANNEXE 2 et établi sur la base des clauses contractuelles types de la Commission européenne pour le transfert de Données Personnelles vers des entreprises établies dans des Pays tiers (les « Clauses Contractuelles pour le Transfert de Données ») ou au moyen d'un mécanisme de substitution validé et reconnu par les autorités européennes comme garantissant un cadre légal adéquat pour sécuriser le Traitement de Données Personnelles en dehors de l'Union européenne.

### **29.3.7 Obligations de notification**

#### **a) En cas de manquement aux instructions du Responsable de Traitement**

Si le Titulaire est dans l'incapacité de se conformer aux instructions du Responsable de Traitement pour quelque raison que ce soit, il devra informer sans délai le Responsable de Traitement, et procédera, sur simple demande du Responsable de Traitement, à la suspension ou à l'arrêt définitif des Traitements.

#### **b) En cas de manquements du Responsable de Traitement à la Réglementation**

Si le Titulaire considère que les instructions du Responsable de Traitement constituent une violation de la Réglementation, il devra en informer le Responsable de Traitement sans délai.

#### **c) En cas de réclamation des personnes concernées exerçant leurs droits**

Le Titulaire notifie le Responsable du Traitement sans délai et au plus tard dans un délai de quarante-huit (48) heures l'exercice par les personnes concernées de leurs droits au titre de la réglementation sur la protection des Données Personnelles.

Lorsque les Personnes Concernées exerceront leurs droits directement auprès du Titulaire, ce dernier transmettra ces demandes dès réception par courrier électronique à [dpo-ancols@ancols.fr](mailto:dpo-ancols@ancols.fr).

#### **d) En cas de Violation de Données Personnelles**

Le Titulaire s'engage à informer le Responsable de Traitement dans les vingt-quatre (24) heures après avoir eu connaissance de la Violation de Données Personnelles, par courrier électronique, dans le respect des procédures de notifications prévues aux articles 33 et 34 du RGPD et en joignant au Responsable de Traitement l'ensemble de la documentation utile afin de lui permettre, si nécessaire, de notifier cette Violation de Données Personnelles à l'autorité de contrôle compétente.

S'il n'est pas possible pour le Titulaire de fournir toutes les informations simultanément au Responsable de Traitement, le Titulaire fournira lesdites informations progressivement sans délai injustifié.

Le Titulaire n'est pas autorisé à notifier la Violation de Données Personnelles à la CNIL ou toute autorité de contrôle compétente sauf accord écrit du Responsable de Traitement.

De la même manière, le Titulaire n'est pas autorisé à communiquer la Violation de Données Personnelles à la personne concernée par la Violation de ses Données Personnelles sauf accord écrit du Responsable de Traitement.

e) En cas de demande des autorités compétentes sur les Traitements

Le Titulaire s'engage à informer le Responsable de Traitement sans délai et au plus tard dans un délai de quarante-huit (48) heures et à ne pas transmettre d'informations sans en avoir préalablement échangé avec le Responsable de Traitement et obtenu son autorisation expresse.

Plus généralement, devra être notifiée au Responsable de Traitement sans délai toute sanction relative aux modalités de Traitement des Données Personnelles affectant le Titulaire ou un Sous-traitant ultérieur.

### **29.3.8 Sort des Données Personnelles**

Toutes données et tous documents de quelque nature, y compris ceux résultant du traitement accompli par le Titulaire sont la propriété de l'acheteur public.

Au cours du marché, le Titulaire s'engage à respecter les instructions du responsable du traitement concernant les durées de conservation des Données Personnelles.

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à restituer de manière sécurisée au responsable du traitement toutes les informations et documents afférents à l'exécution du marché - qu'ils proviennent des bases communiquées par l'acheteur public ou des données recueillies via l'exécution du marché.

Le Titulaire ne conservera aucune donnée personnelle qu'elles proviennent des bases communiquées par l'acheteur public ou des données recueillies via l'exécution du marché et justifiera de la destruction de ces données par écrit en transmettant un certificat de destruction au Responsable de Traitement sous sept (7) jours calendaires suivant ladite opération.

Le Titulaire se réfère sans délai au Responsable de Traitement en cas de doute sur les règles de conservation, et lui fournira toutes les informations nécessaires à une prise de décision rapide.

## **ARTICLE 30 : REGLEMENT DES LITIGES**

**30.1** Conformément à l'article 43.1 du CCAG PI, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur public à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 41.5 du CCAG PI.

**30.2** Tout différend entre le titulaire et l'acheteur public doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur public dans le délai de deux (2) mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

**30.3** L'acheteur public dispose d'un délai de deux (2) mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

**30.4** Par dérogation à l'article 43.4 du CCAG PI, en cas d'échec de cette procédure et de désaccord persistant, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est compétent. Seul le droit français est applicable.

Nom officiel : <b>Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise</b>	
Adresse postale : 2-4 boulevard de l'Hautil - BP 30322	
Localité/Ville : Cergy-Pontoise	Code postal : 95027 Cergy-Pontoise cedex

**30.5** Conformément à l'article 43.5 du CCAG PI, pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur public ou de la naissance de la décision implicite de rejet mentionnée au 3 du présent article, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

## ARTICLE 31 : DEROGATIONS AU CCAG/PI

Le présent CCP déroge au CCAG/PI sur les articles suivants :

NATURE DE LA DEROGATION	CCP	CCAG/PI
Délais d'exécution	Article 8.1	Article 13.2.
Pénalités pour retard	Article 8.3	Article 14.1.1
Pièces constitutives du marché	Article 9	Article 4
Résiliation	Article 25	Articles 36 et 40
Règlement des litiges	30.4	Article 43.4

## ANNEXE 1 CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DU TRAITEMENT DE DONNEES PERSONNELLES

*Tous les champs surlignés en jaune doivent être complétés de manière fidèle et détaillée par le candidat.*

<b>Nom de la Prestation</b> <i>Indiquer la référence du Marché</i>	PRESTATION PORTANT SUR UNE ETUDE SUR LES DISPOSITIFS D'AIDE À LA MOBILITÉ AU TITRE DE LA PEEC Marché n°2025-001
<b>Date de début de la Prestation</b>	La semaine du lundi 21 avril 2025
<b>Date de fin du Prestation</b> <i>(si connue)</i>	Novembre 2025
<b>Lieu(x) de la Prestation</b>	[.]
<b>Lieu(x) de l'hébergement des données</b> <i>(si différente)</i>	[.]
<b>Responsables de Traitement</b> <i>Nom et coordonnées</i>	ANCOLS  Contacts : ➤ Marcelline MONTRESOR-TIMPESTA Directrice des statistiques et études financières <a href="mailto:marcelline.montresor-timpesta@ancols.fr">marcelline.montresor-timpesta@ancols.fr</a> Téléphone fixe : 01 70 82 99 00, portable : 07 82 53 15 60  ➤ Ali SEBBAGH Chef du département des études statistiques et études financières individuelles <a href="mailto:ali.sebbagh@ancols.fr">ali.sebbagh@ancols.fr</a> Téléphone fixe : 01 70 82 99 07
<b>Titulaire</b> <i>Nom et coordonnées</i>	[.]
	Justine de Saulieu

<b>DPO du Responsable de Traitement</b> <i>Nom et coordonnées</i>	dpo-ancols@ancols.fr
<b>DPO du Titulaire</b> <i>(ou de la personne en charge de la protection des Données Personnelles)</i> <i>Nom et coordonnées</i>	[.]
<b>Objet du Traitement</b>	Réalisation d'une étude et rédaction d'un rapport final synthétisant les principaux résultats et enseignements de l'étude.
<b>Nature du Traitement</b> <i>(collecte, enregistrement, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission ou diffusion, etc.)</i>	Ciblage, extraction, collecte, enregistrement, conservation, traitements statistiques.
<b>Finalité(s) du Traitement</b> <i>Les Données doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités</i>	Réalisation d'une étude sur les dispositifs d'aide à la mobilité au titre de la PEEC.
<b>Base légale du Traitement</b> <i>S'il s'agit du consentement, confirmer les modalités de collecte et de suivi du consentement</i>	La base légale du traitement ainsi que l'applicabilité du droit d'opposition diffèrent selon la qualité des personnes interrogées : Collaborateurs des organismes visés au II de l'article L342-2 CCH : le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont est investie l'ANCOLS (Art. L342-2 CCH) / Droit d'opposition non applicable ; - Institutionnels et personnalités qualifiées d'institutions intervenant dans l'écosystème de la mobilité résidentielle des ménages non visés au II de l'article L342-2 CCH : le traitement est



	<p>nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public (Art. L342-2 CCH) / Droit d'opposition applicable ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ménages : les personnes concernées ont consenti au traitement de leurs données à caractère personnel pour la finalité susvisée / Droit d'opposition et retrait du consentement applicables.</li> </ul> <p>Modalités de recueil du consentement et de conservation de la preuve du consentement des ménages : [.]</p>	
<b>Catégories de Données Personnelles traitées</b> <i>Les Données collectées doivent être pertinentes au regard de la finalité poursuivie (à compléter de manière exhaustive)</i>	Données d'identification, données relatives à la vie personnelle, données relatives à la vie professionnelle et informations économiques.	
<b>Destinataires</b> <i>(autres que le Titulaire)</i>	<b>Catégorie de destinataires</b> <i>(qui copie, qui visualise, qui réutilise)</i>	<b>Catégories de Données Personnelles concernées</b>
	Aucun	Les données personnelles ne seront pas diffusées (uniquement résultats agrégés ne permettant pas l'identification des personnes concernées).
<b>Catégories de Personnes concernées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateurs des organismes visés au II de l'article L342-2 CCH,</li> <li>- Institutionnels et personnalités qualifiées d'institutions intervenant dans l'écosystème des aides à la mobilité résidentielle,</li> <li>- Ménages.</li> </ul>	
<b>Durée de conservation des Données Personnelles</b> <i>La durée de conservation doit être pertinente au regard de la finalité poursuivie. Au-delà, elles devront faire l'objet par la</i>	6 mois à compter de l'émission du rapport par le Titulaire.	

suite d'un archivage ou d'une suppression		
<b>Information des Personnes concernées</b> <i>Des mentions doivent rappeler aux personnes concernées, qu'elles disposent de droits au titre de la Réglementation ainsi que le caractère obligatoire ou facultatif des réponses et les conséquences d'un refus de la personne concernée</i>	<b>Titulaire de l'obligation</b> <i>(Titulaire / Responsable de Traitement)</i>	<b>Modalités d'information des personnes concernées</b> <i>(y compris les coordonnées de la personne ou du service auprès duquel s'exercent ces droits)</i>
	Responsable de traitement	Information préalable relative à la collecte de l'échantillon : l'ANCOLS envoie un courrier d'information.
	Titulaire	Le Titulaire informe les personnes concernées (rédaction de l'information préalablement validée par l'ANCOLS) au moment des entretiens et recueille le consentement des ménages dans les conditions prévues dans la rubrique « Base légale du Traitement » de la présente Annexe.
<b>Sous-traitance de Données Personnelles</b> <i>Lorsque le Titulaire recrute un Sous-traitant ultérieur, les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans l'article 29 du CCAP et son ANNEXE 1 entre le Responsable du traitement et le Titulaire sont imposées à ce Sous-traitant ultérieur par contrat ou au moyen d'un autre acte juridique</i>	<b>Oui / Non</b>	<b>Modalités de la sous-traitance autorisée</b> <i>Si oui, indiquer le nom et les coordonnées du(es) sous-traitant(s) autorisé(s), les finalités de la sous-traitance ainsi que les engagements contractuels souscrits</i>
	[.]	[.]

<b>Transferts de Données Personnelles hors UE</b> <i>Les Transferts de Données Personnelles hors UE doivent faire l'objet de garanties appropriées (BRC, CTT, etc.)</i>	<b>Oui / Non</b>	<b>Modalités des Transferts hors UE autorisés</b> <i>Si oui, indiquer le nom et les coordonnées du(es) destinataire(s) autorisé(s), les finalités des transferts ainsi que les engagements contractuels souscrits (BCR, CCT, etc.)</i>
	<div>[.]</div>	<div>[.]</div> <p><u>En cas de Transferts de Données Personnelles hors UE autorisés, compléter l'annexe 2 relative au Transfert de Données à Caractère Personnel ci-dessous.</u></p>

## ANNEXE 2 RELATIVE AU TRANSFERT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'article 46 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 Avril 2016 pour le transfert de données à caractère personnel vers des sous-traitants établis dans des pays tiers et n'assurant pas un niveau de protection adéquat.

### ENTRE:

La société X ("l'Exportateur de données »), et

La société Y [A COMPLETER PAR L'ENTITE SITUEE DANS LE PAYS TIERS NE GARANTISSANT PAS UN NIVEAU DE PROTECTION ADEQUAT], une société immatriculée et enregistrée au [pays] sous le numéro [numéro] dont le siège social est situé à [adresse], représentée par son signataire dûment habilité à cet effet ("l'Importateur de données").

Ci-après individuellement désigné une "Partie" et collectivement les "Parties".

### ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE

L'Exportateur de données et son Titulaire ont signé un contrat référencé dans l'Avenant RGPD aux termes duquel le Titulaire fournit certains services à l'Exportateur de données (ci-après le "Contrat").

L'Avenant RGPD définit les conditions du transfert des données à caractère personnel de l'Exportateur de données vers l'Importateur de données.

Les données à caractère personnel sont transférées vers [pays]. Cet Etat n'assure pas un niveau de protection adéquat au sens de l'article 45 du RGPD.

Conformément au Contrat, l'Exportateur de données et l'Importateur de données doivent signer un contrat spécifique concernant le transfert des données à caractère personnel vers un pays en dehors de l'Union européenne ne bénéficiant pas d'un niveau adéquat de protection conformément aux clauses contractuelles rédigées par la Commission européenne.

**IL EST CONVENU PAR LES PARTIES QUE** les Clauses contractuelles suivantes (les « Clauses ») s'appliquent afin d'offrir les garanties nécessaires au respect de la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes lors d'un transfert de données à caractère personnel de l'Exportateur de données vers l'Importateur de données tel que défini à l'Appendice 1.

### Clause 1: Définitions

Au sens des Clauses:

- (a) «données à caractère personnel», «catégories particulières de données», «traiter/traitement», «responsable du traitement», «sous-traitant», «personne concernée» et «autorité de contrôle» ont la même signification que dans le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 Avril 2016;
- (b) l'«Exportateur de données» est le responsable du traitement qui transfère les données à caractère personnel;
- (c) l'«Importateur de données» est le sous-traitant qui accepte de recevoir de l'Exportateur de données des données à caractère personnel destinées à être traitées pour le compte de ce dernier après le transfert conformément à ses instructions et aux termes des présentes Clauses et qui n'est pas soumis au mécanisme d'un pays tiers assurant une protection adéquate au sens de l'Article 45 du RGPD;
- (d) le «sous-traitant ultérieur» est le sous-traitant engagé par l'Importateur de données ou par tout autre sous-traitant ultérieur de celui-ci, qui accepte de recevoir de l'Importateur de données ou de tout autre sous-traitant ultérieur de celui-ci des données à caractère personnel exclusivement destinées à des activités de traitement à effectuer pour le compte de l'Exportateur de données après le transfert conformément aux instructions de ce dernier, aux conditions énoncées dans les présentes Clauses et selon les termes du contrat de sous-traitance écrit;
- (e) le «droit applicable à la protection des données» est la législation protégeant les libertés et les droits fondamentaux des personnes, notamment le droit à la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et s'appliquant à un responsable du traitement dans l'État membre où l'Exportateur de données est établi;
- (f) les «mesures techniques et d'organisation liées à la sécurité» sont les mesures destinées à protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, notamment lorsque le traitement suppose la transmission de données par réseau, et contre toute autre forme illicite de traitement.

## **Clause 2: Détails du transfert**

Les détails du transfert et, notamment, le cas échéant, les catégories particulières de données à caractère personnel, sont spécifiés dans l'Appendice 1 qui fait partie intégrante des présentes Clauses.

## **Clause 3: Clause du tiers bénéficiaire**

1. La personne concernée peut faire appliquer contre l'Exportateur de données la présente clause, ainsi que la clause 4, points b) à i), la clause 5, points a) à e) et points g) à j), la clause 6, paragraphes 1 et 2, la clause 7, la clause 8, paragraphe 2, et les clauses 9 à 12 en tant que tiers bénéficiaire.
2. La personne concernée peut faire appliquer contre l'Importateur de données la présente clause, ainsi que la clause 5, points a) à e) et g), la clause 6, la clause 7, la clause 8, paragraphe 2, et les clauses 9 à 12 dans les cas où l'Exportateur de données a matériellement disparu ou a cessé d'exister en droit, à moins que l'ensemble de ses obligations juridiques ait été transféré, par contrat ou par effet de la loi, à l'entité qui lui succède, à laquelle reviennent par conséquent les droits et les obligations de l'Exportateur de données, et contre laquelle la personne concernée peut donc faire appliquer lesdites clauses.
3. La personne concernée peut faire appliquer contre le sous-traitant ultérieur la présente clause, ainsi que la clause 5, points a) à e) et g), la clause 6, la clause 7, la clause 8, paragraphe 2, et les clauses 9 à 12, mais uniquement dans les cas où l'Exportateur de données et l'Importateur de données ont matériellement disparu, ont cessé d'exister en droit ou sont devenus insolvable, à moins que l'ensemble des obligations juridiques de l'Exportateur de données ait été transféré, par contrat ou par effet de la loi, au successeur légal, auquel reviennent par conséquent les droits et les obligations de l'Exportateur de données, et contre lequel la personne concernée peut donc faire appliquer lesdites clauses. Cette responsabilité civile du sous-traitant ultérieur doit être limitée à ses propres activités de traitement conformément aux présentes Clauses.
4. Les parties ne s'opposent pas à ce que la personne concernée soit représentée par une association ou un autre organisme si elle en exprime le souhait et si le droit national l'autorise.

## **Clause 4: Obligations de l'Exportateur de données**

L'Exportateur de données accepte et garantit ce qui suit:

- a) le traitement, y compris le transfert proprement dit des données à caractère personnel, a été et continuera d'être effectué conformément aux dispositions pertinentes du droit applicable à la protection des données (et, le cas

échéant, a été notifié aux autorités compétentes de l'État membre dans lequel l'Exportateur de données est établi) et n'enfreint pas les dispositions pertinentes dudit État;

- b) il a chargé, et chargera pendant toute la durée des services de traitement de données à caractère personnel, l'Importateur de données de traiter les données à caractère personnel transférées pour le compte exclusif de l'Exportateur de données et conformément au droit applicable à la protection des données et aux présentes Clauses;
- c) l'Importateur de données offrira suffisamment de garanties en ce qui concerne les mesures techniques et d'organisation liées à la sécurité spécifiées dans l'Appendice 2 du présent contrat;
- d) après l'évaluation des exigences du droit applicable à la protection des données, les mesures de sécurité sont adéquates pour protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, notamment lorsque le traitement suppose la transmission de données par réseau, et contre toute autre forme illicite de traitement et elles assurent un niveau de sécurité adapté aux risques liés au traitement et à la nature des données à protéger, eu égard au niveau technologique et au coût de mise en œuvre;
- e) il veillera au respect des mesures de sécurité;
- f) si le transfert porte sur des catégories particulières de données, la personne concernée a été informée ou sera informée avant le transfert ou dès que possible après le transfert que ses données pourraient être transmises à un pays tiers n'offrant pas un niveau de protection adéquat au sens du RGPD;
- g) il transmettra toute notification reçue de l'Importateur de données ou de tout sous-traitant ultérieur conformément à la clause 5, point b), et à la clause 8, paragraphe 3), à l'autorité de contrôle de la protection des données s'il décide de poursuivre le transfert ou de lever sa suspension;
- h) il mettra à la disposition des personnes concernées, si elles le demandent, une copie des présentes Clauses, à l'exception de l'Appendice 2, et une description sommaire des mesures de sécurité, ainsi qu'une copie de tout contrat de sous-traitance ultérieure ayant été conclu conformément aux présentes Clauses, à moins que les Clauses ou le Contrat contienne(nt) des informations commerciales, auquel cas il pourra retirer ces informations;
- i) en cas de sous-traitance ultérieure, l'activité de traitement est effectuée conformément à la clause 11 par un sous-traitant ultérieur offrant au moins le même niveau de protection des données à caractère personnel et des droits de la personne concernée que l'Importateur de données conformément aux présentes Clauses; et
- j) il veillera au respect de la clause 4, points a) à i).

#### **Clause 5: Obligations de l'Importateur de données <sup>10</sup>**

L'Importateur de données accepte et garantit ce qui suit:

- a) il traitera les données à caractère personnel pour le compte exclusif de l'Exportateur de données et conformément aux instructions de ce dernier et aux présentes Clauses; s'il est dans l'incapacité de s'y conformer pour quelque raison que ce soit, il accepte d'informer dans les meilleurs délais l'Exportateur de données de son incapacité, auquel cas ce dernier a le droit de suspendre le transfert de données et/ou de résilier le contrat;

---

<sup>10</sup> Les exigences impératives de la législation nationale le concernant et qui ne vont pas au-delà de celles qui sont nécessaires dans une société démocratique pour l'un des intérêts énoncés à l'article 23 du Règlement (UE) 2016/679, c'est-à-dire si elles constituent une mesure nécessaire pour sauvegarder la sûreté de l'État; la défense; la sécurité publique; la prévention, la recherche, la détection et la poursuite d'infractions pénales ou de manquements à la déontologie dans le cas de professions réglementées; un intérêt économique ou financier important d'un État ou la protection de la personne concernée ou des droits et libertés d'autrui, ne vont pas à l'encontre des clauses contractuelles types. Parmi les exemples de ces exigences impératives qui ne vont pas au-delà de celles qui sont nécessaires dans une société démocratique figurent, notamment, les sanctions reconnues sur le plan international, les obligations de déclaration fiscale et les obligations de déclaration de lutte contre le blanchiment des capitaux.

- b) il n'a aucune raison de croire que la législation le concernant l'empêche de remplir les instructions données par l'Exportateur de données et les obligations qui lui incombent conformément au contrat, et si ladite législation fait l'objet d'une modification susceptible d'avoir des conséquences négatives importantes pour les garanties et les obligations offertes par les Clauses, il communiquera la modification à l'Exportateur de données sans retard après en avoir eu connaissance, auquel cas ce dernier a le droit de suspendre le transfert de données et/ou de résilier le contrat;
- c) il a mis en œuvre les mesures techniques et d'organisation liées à la sécurité spécifiées dans l'appendice 2 avant de traiter les données à caractère personnel transférées;
- d) il communiquera sans retard à l'Exportateur de données:
  - i) toute demande contraignante de divulgation des données à caractère personnel émanant d'une autorité de maintien de l'ordre, sauf disposition contraire, telle qu'une interdiction de caractère pénal visant à préserver le secret d'une enquête policière;
  - ii) tout accès fortuit ou non autorisé; et
  - iii) toute demande reçue directement des personnes concernées sans répondre à cette demande, à moins qu'il n'ait été autorisé à le faire;
- e) il traitera rapidement et comme il se doit toutes les demandes de renseignements émanant de l'Exportateur de données relatives à son traitement des données à caractère personnel qui font l'objet du transfert et se rangera à l'avis de l'autorité de contrôle en ce qui concerne le traitement des données transférées;
- f) à la demande de l'Exportateur de données, il soumettra ses moyens de traitement de données à une vérification des activités de traitement couvertes par les présentes Clauses qui sera effectuée par l'Exportateur de données ou un organe de contrôle composé de membres indépendants possédant les qualifications professionnelles requises, soumis à une obligation de secret et choisis par l'Exportateur de données, le cas échéant, avec l'accord de l'autorité de contrôle;
- g) il mettra à la disposition de la personne concernée, si elle le demande, une copie des présentes Clauses, ou tout contrat de sous-traitance ultérieure existant, à moins que les Clauses ou le Contrat contienne(nt) des informations commerciales, auquel cas il pourra retirer ces informations, à l'exception de l'appendice 2, qui sera remplacé par une description sommaire des mesures de sécurité, lorsque la personne concernée n'est pas en mesure d'obtenir une copie de l'Exportateur de données;
- h) en cas de sous-traitance ultérieure, il veillera au préalable à informer l'Exportateur de données et à obtenir l'accord écrit de ce dernier;
- i) les services de traitement fournis par le sous-traitant ultérieur seront conformes à la clause 11;
- j) il enverra dans les meilleurs délais une copie de tout accord de sous-traitance ultérieure conclu par lui en vertu des présentes Clauses à l'Exportateur de données.

#### **Clause 6: Responsabilité**

1. Les parties conviennent que toute personne concernée ayant subi un dommage du fait d'un manquement aux obligations visées à la clause 3 ou à la clause 11 par une des parties ou par un sous-traitant ultérieur a le droit d'obtenir de l'Exportateur de données réparation du préjudice subi.
2. Si une personne concernée est empêchée d'intenter l'action en réparation visée au paragraphe 1 contre l'Exportateur de données pour manquement par l'Importateur de données ou par son sous-traitant ultérieur à l'une ou l'autre de ses obligations visées à la clause 3 ou à la clause 11, parce que l'Exportateur de données a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable, l'Importateur de données accepte que la personne concernée puisse déposer une plainte à son encontre comme s'il était l'Exportateur de données, à moins que l'ensemble des obligations juridiques de l'Exportateur de données ait été transféré, par contrat ou par effet de la loi, à l'entité qui lui succède, contre laquelle la personne concernée peut alors faire valoir ses droits.

L'Importateur de données ne peut invoquer un manquement par un sous-traitant ultérieur à ses obligations pour échapper à ses propres responsabilités.



3. Si une personne concernée est empêchée d'intenter l'action visée aux paragraphes 1 et 2 contre l'Exportateur de données ou l'Importateur de données pour manquement par le sous-traitant ultérieur à l'une ou l'autre de ses obligations visées à la clause 3 ou à la clause 11, parce que l'Exportateur de données et l'Importateur de données ont matériellement disparu, ont cessé d'exister en droit ou sont devenus insolvables, le sous-traitant ultérieur accepte que la personne concernée puisse déposer une plainte à son encontre en ce qui concerne ses propres activités de traitement conformément aux présentes Clauses comme s'il était l'Exportateur de données ou l'Importateur de données, à moins que l'ensemble des obligations juridiques de l'Exportateur de données ou de l'Importateur de données ait été transféré, par contrat ou par effet de la loi, au successeur légal, contre lequel la personne concernée peut alors faire valoir ses droits. La responsabilité du sous-traitant ultérieur doit être limitée à ses propres activités de traitement conformément aux présentes Clauses.
4. Les parties conviennent que si l'une d'entre elles est tenue pour responsable d'une violation des Clauses commise par l'autre partie, dans la mesure où celle-ci est responsable, elle dédommagera la première partie de tout coût, charge, dommage, dépense ou perte encourus par cette première partie. Le dédommagement est subordonné à ce que: a) l'Exportateur de données communique la plainte dans les meilleurs délais à l'Importateur de données; et b) l'Importateur de données se voie offrir la possibilité de coopérer avec l'Exportateur de données à la défense et au règlement de la plainte.

#### **Clause 7: Médiation et juridiction**

1. L'Importateur de données convient que si, en vertu des Clauses, la personne concernée invoque à son encontre le droit du tiers bénéficiaire et/ou demande réparation du préjudice subi, il acceptera la décision de la personne concernée:
  - a) de soumettre le litige à la médiation d'une personne indépendante ou, le cas échéant, de l'autorité de contrôle;
  - b) de porter le litige devant les tribunaux de l'État membre où l'Exportateur de données est établi.
2. Les parties conviennent que le choix effectué par la personne concernée ne remettra pas en cause le droit procédural ou matériel de cette dernière d'obtenir réparation conformément à d'autres dispositions du droit national ou international.

#### **Clause 8: Coopération avec les autorités de contrôle**

1. L'Exportateur de données convient de déposer une copie du présent contrat auprès de l'autorité de contrôle si celle-ci l'exige ou si ce dépôt est prévu par le droit applicable à la protection des données.
2. Les parties conviennent que l'autorité de contrôle a le droit d'effectuer des vérifications chez l'Importateur de données et chez tout sous-traitant ultérieur dans la même mesure et dans les mêmes conditions qu'en cas de vérifications opérées chez l'Exportateur de données conformément au droit applicable à la protection des données.
3. L'Importateur de données informe l'Exportateur de données dans les meilleurs délais de l'existence d'une législation le concernant ou concernant tout sous-traitant ultérieur faisant obstacle à ce que des vérifications soient effectuées chez lui ou chez tout sous-traitant ultérieur conformément au paragraphe 2. Dans ce cas, l'Exportateur de données a le droit de prendre les mesures prévues par la clause 5, point b).

#### **Clause 9: Droit applicable**

Les Clauses sont régies par le droit de l'État membre où l'Exportateur de données est établi, à savoir la France.

#### **Clause 10: Modification du contrat**



Les parties s'engagent à ne pas modifier les présentes Clauses. Les parties restent libres d'inclure d'autres Clauses à caractère commercial qu'elles jugent nécessaires, à condition qu'elles ne contredisent pas les présentes Clauses.

#### **Clause 11: Sous-traitance ultérieure**

1. L'Importateur de données ne sous-traite aucune de ses activités de traitement effectuées pour le compte de l'Exportateur de données conformément aux présentes Clauses sans l'accord écrit préalable de l'Exportateur de données. L'Importateur de données ne sous-traite les obligations qui lui incombent conformément aux présentes Clauses, avec l'accord de l'Exportateur de données, qu'au moyen d'un accord écrit conclu avec le sous-traitant ultérieur, imposant à ce dernier les mêmes obligations que celles qui incombent à l'Importateur de données conformément aux présentes Clauses<sup>11</sup>. En cas de manquement par le sous-traitant ultérieur aux obligations en matière de protection des données qui lui incombent conformément audit accord écrit, l'Importateur de données reste pleinement responsable du respect de ces obligations envers l'Exportateur de données.
2. Le contrat écrit préalable entre l'Importateur de données et le sous-traitant ultérieur prévoit également une clause du tiers bénéficiaire telle qu'énoncée à la clause 3 pour les cas où la personne concernée est empêchée d'intenter l'action en réparation visée à la clause 6, paragraphe 1, contre l'Exportateur de données ou l'Importateur de données parce que ceux-ci ont matériellement disparu, ont cessé d'exister en droit ou sont devenus insolvables, et que l'ensemble des obligations juridiques de l'Exportateur de données ou de l'Importateur de données n'a pas été transféré, par contrat ou par effet de la loi, à une autre entité leur ayant succédé. Cette responsabilité civile du sous-traitant ultérieur doit être limitée à ses propres activités de traitement conformément aux présentes Clauses.
3. Les dispositions relatives aux aspects de la sous-traitance ultérieure liés à la protection des données du contrat visé au paragraphe 1 sont régies par le droit de l'État membre où l'Exportateur de données est établi.
4. L'Exportateur de données tient une liste des accords de sous-traitance ultérieure conclus en vertu des présentes Clauses et notifiés par l'Importateur de données conformément à la clause 5, point j), qui sera mise à jour au moins une fois par an. Cette liste est mise à la disposition de l'autorité de contrôle de la protection des données de l'Exportateur de données.

#### **Clause 12: Obligation après la résiliation des services de traitement des données à caractère personnel**

1. Les parties conviennent qu'au terme des services de traitement des données, l'Importateur de données et le sous-traitant ultérieur restitueront à l'Exportateur de données, et à la convenance de celui-ci, l'ensemble des données à caractère personnel transférées ainsi que les copies ou détruiront l'ensemble de ces données et en apporteront la preuve à l'Exportateur de données, à moins que la législation imposée à l'Importateur de données l'empêche de restituer ou de détruire la totalité ou une partie des données à caractère personnel transférées. Dans ce cas, l'Importateur de données garantit qu'il assurera la confidentialité des données à caractère personnel transférées et qu'il ne traitera plus activement ces données.
2. L'Importateur de données et le sous-traitant ultérieur garantissent que si l'Exportateur de données et/ou l'autorité de contrôle le demandent, ils soumettront leurs moyens de traitement de données à une vérification des mesures visées au paragraphe 1.

---

#### **APPENDICE 1 : DETAILS DU TRAITEMENT DE DONNEES**

---

Le présent appendice fait partie des Clauses et doit être rempli et signé par les parties.

##### **1. L'Exportateur de Données**

---

<sup>11</sup>Cette condition peut être réputée remplie si le sous-traitant ultérieur est co-signataire du contrat conclu entre l'Exportateur de données et l'Importateur de données conformément à la présente décision.

L'Exportateur de données est (veuillez préciser brièvement vos activités qui présentent un intérêt pour le transfert): [à compléter].

## **2. L'Importateur de Données**

L'importateur de données est (veuillez préciser brièvement vos activités qui présentent un intérêt pour le transfert): [à compléter].

## **3. Personnes Concernées**

Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de personnes concernées (veuillez préciser): [à compléter].

Comme expressément convenu entre les parties au Contrat, à compter de la résiliation ou expiration du Contrat pour tout motif, les données à caractère personnel transférées doivent être immédiatement restituées à l'Exportateur de données, sans frais et selon une forme convenue à cet effet par les parties au contrat, ou si l'Exportateur de données en décide ainsi, elles doivent être détruites par l'Importateur de données.

## **4. Catégorise de données**

Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données (veuillez préciser): [à compléter].

## **5. Catégories particulières de données (le cas échéant)**

Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories particulières suivantes de données (veuillez préciser): [à compléter].

## **6. Traitement**

Lorsque le droit local l'autorise, les données à caractère personnel seront utilisées par le Titulaire en vertu du Contrat afin d'exécuter ses obligations contractuelles définies par le Contrat et devront être transférées à l'Importateur de données pour la même finalité.

Dans ce cadre, les données à caractère personnel pourront être traitées afin d'assister le Titulaire à remplir ses obligations contractuelles, y compris :

- [à compléter]
- [à compléter]